ISSN 0024-7650

Boeing sud-coréen :
269 morts pour une partie de poker entre états-majors

P. 6-7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 797 - 10 septembre 1983 - prix : 6 F

L'élection municipale de Dreux

P. 5

du Tchad au Liban

Mitterrand le va-t-en-guerre

M 6189 - 797 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Pages 6 et 7 :
— **L'affaire du Boeing sud-coréen : 269 morts... pour une partie de poker entre états-majors.**

Pages 8 et 9 :
— **Patrons et gouvernants contre la classe ouvrière :**
- **France : Gattaz et Hanon : le droit de licencier.**
- **Grande-Bretagne et Allemagne : une législation grignotée.**
- **Espagne : licencier à merci.**
- **Italie : réduction d'horaire et... heures supplémentaires.**

Page 12 :
— **Chili : il y a 10 ans : le coup d'Etat sanglant de Pinochet.**

Page 16 :
— **Liban : de guerre civile en guerre civile.**
— **Israël : il y a loin du « redéploiement » à l'évacuation.**

En France

Page 5 :
— **L'élection municipale de Dreux.**
— **Quand la politique de la gauche fait le jeu des démagogues d'extrême-droite.**

Pages 10 et 11 :
— **Dans les entreprises : Grève au Ferrage à Citroën Aulnay ; La Chapelle-Darblay ; Peugeot Sochaux ; CGCT Massy ; Chèques Postaux (La Source) ; Creusot-Loire Saint-Chamond.**

Culture

Page 13 :
— **Télévision : *Les murs de Santiago.***

Page 14 :
— **Livres : *La femme et les médecins,* de Y. Knibiehlet et C. Fouquet ; *L'enfant pain,* d'A. Gomez-Arcos.**

Page 15 :
— **Films : *La java des ombres,* de Romain Goupil ; *Chaleur et poussière,* de J. Ivory.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les dignes héritiers de la Coloniale

Les soldats français sont au Tchad pour faire la paix, évidemment, nous a dit Mitterrand. Mais qui sont ces doux émissaires du pacifisme à la française ? Après avoir cité cette parole de Charles Hernu : *« Ce sont de très bons soldats de paix, mais ils pourraient aussi faire la guerre »*, le reporter de *France-Soir Magazine* du 3 septembre nous présente ses plus belles photos de nos colombes : crânes rasés à la mode des militants d'extrême-droite (à moins que ce soient ces derniers qui les singent, la confusion est facile tant l'admiration est réciproque), gueule de brutes bornées...

« Ils sont les dignes héritiers des soldats bâtisseurs de la « Colo » qui, du Tonkin à Madagascar, en passant par l'Afrique, ont toujours marqué leur passage par des constructions » **(l'auteur doit parler des cimetières !). *« Aviateurs, maîtres-chiens coiffés de chapeau de brousse, parachutistes au béret amarante, marsouins au képi noir frappé de l'ancre de la marine, légionnaires au képi blanc... prêts à aller au « casse-pipe » pour moins de 5 000 F par mois ».*** **Ils affrontent sans sourciller les *« quarante-cinq degrés à l'ombre »* de l'Afrique et *« ses pluies torrentielles »*, ils ont *« choisi de servir et d'obéir »*, admire le journaliste.**

Une note tout de même rassurante dans le reportage de *France-Soir* : il a fallu installer des locaux bien ventilés et où l'on est à l'abri de la chaleur pour les chiens de garde des bases aériennes ; ceux-là n'ont pas choisi de servir et d'obéir dans toutes les conditions. Comme quoi tout le monde n'est pas bête dans l'armée coloniale.

Nid de colombes au crâne rasé, vu par le photographe de France-Soir Magazine

La guerre du Tchad vue des entreprises...

Le crime paye

Une batterie de « Crotale » est en service au Tchad. Cette arme bourrée d'électronique va contribuer à ruiner un peu plus l'économie tchadienne, à rendre un peu plus misérable la population de ce pays.

Thomson est fière de son « Crotale », ce qui ne l'empêche pas d'entraîner les pilotes libyens sur les simulateurs de Mirage.

La guerre, c'est bon pour Thomson.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
de Thomson CSF
Cergy (Val-d'Oise)

Les avions pour le Tchad sont complets

Depuis quelque temps, le vol qui transporte le courrier à destination de N'Djamena, en semaine, est sans cesse modifié.

On ne sait jamais exactement le jour et l'heure du départ. A la section « Avion », il y a de quoi s'y perdre... car les informations peuvent changer du jour au lendemain.

Si nous avions à acheminer des paras au lieu du courrier, nous ne risquerions guère d'avoir à annuler les envois !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *du Tri Postal*
PLM (Paris)

Manifestation à Paris

TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD !

Mercredi 7 septembre à Paris, à l'appel de Lutte Ouvrière, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste Internationaliste et du Parti Communiste Marxiste-Léniniste, deux mille personnes ont manifesté de la place Clichy à Château-Rouge pour protester contre l'intervention militaire française au Tchad.

Hors du Tchad les troupes françaises », « Au Tchad, au Liban non, non, non à l'intervention », « Pas un sou, pas une arme, pour l'armée coloniale », « De gauche ou de droite, l'impérialisme est le même » scandaient les manifestants. Ou encore *« De la guerre d'Algérie à la guerre du Tchad, Mitterrand toujours colonialiste ».*

Avant de se séparer, à Château-Rouge, les manifestants ont tenu un petit meeting. Alain Krivine a appelé à *« manifester encore et plus nombreux contre cette guerre coloniale »*. Arlette Laguiller a dénoncé non seulement la politique de Mitterrand mais aussi la complicité du Parti

Communiste Français qui, même s'il exprime du bout des lèvres ses réticences face à cette guerre, reste entièrement solidaire du gouvernement. *« La véritable place des militants communistes »*, a-t-elle déclaré, *« serait d'être ici aujourd'hui avec nous ». « Mitterrand nous engage dans un processus de guerre dont on ne peut savoir jusqu'où il ira »*, a-t-elle expliqué, et il faut se rappeler que *« c'est ainsi qu'a commencé, il y a 25 ans, sous un gouvernement de gauche, la guerre d'Algérie. Tous les travailleurs doivent se sentir concernés ».*

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Du Tchad au Liban, Mitterrand le va-t-en-guerre

DEUX militaires français ont été tués au Liban mercredi. Le gouvernement français s'indigne. Le ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, a menacé de faire parler les armes : *« Nous ne sommes pas allés à Beyrouth pour faire la guerre, mais nous ne pouvons accepter que l'on canarde nos soldats qui défendent la paix »*, a-t-il dit. Le ministre de la Défense, Charles Hernu, de son côté, a fait déployer ses avions « Super-Etendard » dans le ciel libanais. Car depuis la semaine dernière, le porte-avions *« Foch »* a été amené au large de Beyrouth, accompagné de toute une escadre et avec un total de 3 000 marins.

Les soldats français sont allés au Liban, paraît-il, pour garantir la paix, mais surtout pour soutenir l'autorité du gouvernement d'Amine Gemayel qui ne tirait sa légalité que des troupes israéliennes. Car si le Liban est un pays où il y a la guerre civile, c'est justement parce que ce gouvernement-là est contesté !

Et maintenant, comme on pouvait s'y attendre, les balles et les obus n'épargnent pas les soldats français, qui se trouvent au milieu du champ de bataille. Sous prétexte qu'il faut bien se défendre, ces soldats vont peut-être, si l'on en croit Cheysson et Hernu, prendre parti dans la guerre civile et soutenir un camp contre l'autre. Exactement comme au Tchad, où on nous dit que les troupes françaises ne sont pas là pour se battre mais qu'elles se défendront si elles sont attaquées.

Si le gouvernement ne voulait pas que l'on touche aux troupes françaises, alors, le meilleur moyen était de ne les envoyer ni au Liban, ni au Tchad. S'il les envoie là-bas, c'est pour défendre des intérêts qui n'ont que de lointains rapports avec ceux des populations. C'est pour défendre des positions, des relations, les intérêts sonnants et trébuchants du capitalisme français dans ces pays qui sont ses anciennes colonies. L'armée française joue le rôle de gendarme en Afrique. Elle cherche à en faire autant au Liban, aux côtés de Reagan et de l'impérialisme américain, pas fâché de voir Mitterrand lui prêter des soldats français pour économiser les « Marines », dont l'utilisation est mal vue par l'opinion publique américaine.

Et du coup, ce que les soldats français se retrouvent à défendre au Liban, ce sont les fractions les plus réactionnaires de l'échiquier politique du pays. L'armée française défend les phalangistes, la droite chrétienne de Gemayel qui cherche à mettre en place une dictature protégeant les intérêts des privilégiés du pays et ceux des impérialistes américains et français. Exactement comme l'armée israélienne qui a fait la guerre l'an dernier pour mettre ce régime en place contre tous ceux qui pouvaient s'y opposer dans les couches opprimées libanaises et palestiniennes. C'est le régime responsable des massacres de Palestiniens à Sabra et Chatila que l'armée française défend !

Bien sûr, les menaces de Hernu et de Cheysson ne sont peut-être que des rodomontades ridicules, qu'ils ne mettront pas à exécution. Mais il y a maintenant plus de soldats, d'avions et de navires de guerre français en ordre de combat hors des frontières qu'il n'y en a jamais eu depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Les gouvernants « socialistes » sont une fois de plus en train de mettre le doigt dans un engrenage de guerres et d'expéditions coloniales dont nul ne sait comment ils sortiront. Sous prétexte qu'il faut se défendre, Mitterrand et Hernu vont peut-être nous montrer rapidement que le matériel français est capable de faire plus de morts en une journée de guerre au Liban ou au Tchad que les Russes en abattant un avion commercial sud-coréen.

Et pour cela, l'argent ne manquera pas. Il en faudra pour payer les armements aux Dassault et aux Matra qui les vendent. Il en faudra pour entretenir les paras au crâne rasé qui sont maintenant les ambassadeurs de la civilisation française au-delà des mers. Et c'est pour cela que Mitterrand nous prêche la rigueur et l'austérité, et que Mauroy et Delors inventent de nouveaux impôts !

Arlette LAGUILLER

Contribuables, à vos poches !

Alors même que nous sommes en train de payer le dernier tiers des impôts 1983 (dont la date de paiement a été cette année avancée pour beaucoup de contribuables), on nous prépare déjà à ceux qui nous attendent pour l'année 1984 : **« Les Français payeront un peu plus d'impôts »,** a annoncé à la télévision, le 6 septembre dernier, Pierre Mauroy.

Si l'on ne connaît pas encore tous les détails du budget 1984 auquel le gouvernement est en train de mettre la dernière main, ce qu'en a annoncé Mauroy en donne déjà une idée. **« Ce sera un budget de rigueur »,** a-t-il affirmé. Côté dépenses, elles ne devraient en principe pas progresser de plus de 7 % en moyenne. Mais, a rajouté Mauroy, **« dans les activités qui, justement, sont les muscles — je veux parler de l'industrie, de la recherche, de la formation professionnelle — eh bien là, ce sera entre 15 à 20 % d'augmentation de crédits ».** En avant donc pour l'augmentation des aides aux industriels (ce n'est pas la formation professionnelle qui grève les budgets) ; pour respecter la progression moyenne de 7 %, il faudra bien que les autres budgets (école, transports, poste, santé...) progressent beaucoup moins, et donc, compte tenu de l'inflation, baissent encore en valeur réelle.

Mais même si on lésine sur les services publics, pour couvrir l'augmentation des dépenses de l'Etat, il faut bien que le public, par le biais de l'impôt, paye plus.

Certes, Mauroy a annoncé que **« 90 % des foyers fiscaux n'auront pas d'augmentation »** compte tenu du relèvement des tranches de barème proportionnellement à l'inflation (ou tout au moins à son indice officiel !). Les impôts ayant déjà fait un grand bond en avant en 1983, notamment avec le 1 % supplémentaire de cotisation pour la Sécurité sociale, qui sera maintenu en 1984, rien que le maintien de la pression fiscale de cette année serait beaucoup. Mais en réalité le gouvernement prévoit en plus d'augmenter de 1 % la cotisation d'assurance vieillesse prélevée sur les salaires ; si bien que, même pour ceux dont Mauroy dit qu'ils ne devraient pas payer plus d'impôts, les prélèvements sur leurs revenus seront plus élevés en 1984 qu'en 1983, sans parler d'éventuelles rallonges d'impôts en cours d'année, non annoncées au budget, comme nous en avons connu en 1983.

La grande innovation du budget en matière de pression fiscale sera surtout l'abaissement du niveau à partir duquel sera, en 1984, appliquée la **« surtaxe exceptionnelle de solidarité ».** Une surtaxe qui n'a plus rien d'exceptionnel puisqu'elle devient une habitude et même s'étend. En 1983, il fallait payer plus de 28 000 F d'impôts pour y être assujetti. En 1984, ce sont tous les contribuables devant plus de 20 000 F d'impôts qui verront ceux-ci relevés d'une surtaxe de 5 % à 10 %. 20 000 F d'impôts, cela correspond à un ménage de deux enfants gagnant 16 000 F par mois ou à un couple sans enfant dont les revenus atteignent 12 000 F par mois, soit un salaire de 6 000 F chacun. Autant dire que cela concerne des cadres moyens, techniciens et même des ouvriers qualifiés.

« Il faut assumer la justice sociale, il faut faire supporter à ceux qui ont de hauts revenus davantage qu'à ceux qui ont des revenus plus modestes », a commenté Mauroy. Pour avoir beaucoup de **« riches »** à faire payer, le gouvernement va tout de même chercher ses **« riches »** bien bas ! Cela lui évitera évidemment d'avoir à faire payer plus les vrais riches, ceux qui, par la voix d'un Gattaz, par exemple, ne cessent de demander des allégements de leurs charges, et sont entendus. Et vis-à-vis des patrons, justement, Mauroy a tenu à annoncer, par contre, que l'imposition de l'outil de travail au titre de l'impôt sur les grandes fortunes sera définitivement supprimé en 1984, et comme, en 1983, le versement de cet impôt sur l'outil de travail avait été reporté aux années suivantes, il disparaîtra définitivement sans avoir jamais été versé. C'est sans doute aussi de la **« justice sociale »** version Mauroy.

O.B.

Rentrée scolaire

La portion congrue pour l'école

Dès la fin de l'année scolaire dernière, Pierre Mauroy avait annoncé qu'il n'y aurait pas en septembre la même pagaille que l'an passé et il avait dit que les enseignants qui n'auraient pas rejoint leur poste le 8 septembre seraient coupables d'abandon de poste. A la veille de la rentrée, Savary, le ministre de l'Education nationale, a repris ces avertissements et ces menaces. Ce qui ne résoud ni les problèmes financiers ni les problèmes d'effectifs de cette rentrée.

Savary proclamait noblement : « **On ne construit pas l'Education nationale sur les désirs des enseignants d'être affectés ici ou là, mais sur les besoins des élèves d'avoir un enseignant en face d'eux.** » Mais c'était uniquement pour faire taire les enseignants et les désigner éventuellement aux parents comme les responsables d'une mauvaise rentrée. Car de son côté, l'Education nationale mettra, proportionnellement, moins d'enseignants en face de plus d'élèves, du moins dans l'enseignement secondaire. Savary lui-même reconnaît qu'il y a augmentation du nombre d'élèves dans les classes.

Il y aura dans les lycées et collèges entre 70 000 et 80 000 élèves de plus que l'an passé, et 5 000 emplois nouveaux de professeurs. Les syndicats ont élevé des protestations. Le SNES a lancé un plan d'action « **n'excluant pas la grève** ». Le ministre se défend en donnant des moyennes nationales de fréquentation des classes qui ne prouvent rien.

L'Education nationale est victime de la crise. Plus que jamais, en cette période, l'argent de l'Etat a mieux à faire que de s'investir dans les écoles !

Vincent GELAS

Logements vides à Paris

A Paris, 192 865 appartements sont vacants, soit 13,5 % du parc global. Dans certains arrondissements, ce pourcentage atteint 20 % ou même 25 %, notamment dans les 1er, 2e, 4e et 9e. A Lyon et Marseille, le taux de vacance est aussi très élevé : respectivement 9,62 % et 11,5 %. Tels sont les principaux chiffres du dossier publié ce mois-ci dans la revue *Que Choisir*.

L'explication n'est évidemment pas difficile à trouver. On n'assiste pas à la fin de la crise du logement, mais bien plutôt à un blocage volontaire de la location par les propriétaires eux-mêmes, afin de mieux tourner la loi Quilliot. En effet, cette loi permet le retour au loyer libre après 18 mois de vacance, alors de nombreux propriétaires préfèrent attendre... pendant que les loyers grimpent et que trouver un logement à louer dans les grandes villes devient toujours plus difficile et plus ruineux !

Assurés d'une chose : payer plus

Vendredi 2 septembre est paru au *Journal Officiel* un décret modifiant le système des bonus-malus pour les assurances automobiles. Cette nouvelle réglementation entrera en vigueur à partir du 1er juillet 1984. Sous couleur de « faire payer plus les chauffards », elle consiste en réalité à augmenter les primes de la grande majorité des automobilistes, et particulièrement de ceux qui n'ont pas d'accident. Les accidents, dit-on, seraient en baisse. Les statistiques en comptent, en moyenne et par automobile, un tous les neuf ans au lieu d'un tous les sept ans auparavant. Du coup, 86 % des assurés bénéficieraient d'un bonus, et 4 % seulement d'un malus. Cela est réjouissant, mais visiblement pas pour les assureurs qui, avec leur nouvelle réglementation, cherchent à diminuer les bonus et augmenter les malus.

Jusqu'à maintenant, la première année sans accident rapportait un bonus de 10 %, la seconde de 20 %. Il fallait huit ans pour atteindre le plafond de 50 %. Maintenant, chaque année sans accident ne donne que 5 % de bonus. Pour le malus, c'est l'inverse : il est accentué, d'autant que les primes ne seront plus calculées sur le tarif de base de l'assurance, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais sur la prime payée l'année précédente. Dans ces conditions, les bonus seront dégressifs, alors que les malus seront progressifs.

Le décret a créé, en outre, un « relevé d'information », qui doit faciliter le passage d'une compagnie d'assurances à une autre. Et ce que ce relevé facilitera, ce n'est pas le passage de l'assuré, mais celui du malus éventuel.

Seul avantage de cette nouvelle réglementation, les plafonds de quelques surprimes seront limités, comme par exemple ceux concernant les jeunes conducteurs (qui sont ramenés de 400 % à 250 %).

La revue *50 millions de consommateurs* a dénoncé la complexité du nouveau système. Quant aux assurances mutualistes, elles rappellent que « **le système du bonus-malus contribue à gonfler les tarifs et tromper les assurés sur le niveau réel de leur prime** ». Qu'on paye plus et qu'on n'y comprenne rien, c'est bien le sens de cette nouvelle réglementation qui ne favorise que les compagnies d'assurances.

Vincent GELAS

L'Etat paie, Manurhin encaisse

Manurhin, le fabricant d'armes et de machines-outils, s'affirme en situation critique. Sur 1,25 milliard de chiffre de ventes l'an dernier, le P-DG, Antoine Weil (le mari de Simone) a annoncé 740 millions de déficit. Et donc que Manurhin devait licencier.

On parle donc à Manurhin de licencier 820 salariés. Mais 820 licenciements équivalent à plusieurs dizaines de millions de francs d'indemnités. Et cela fait encore trop aux yeux des dirigeants de Manurhin qui, par ailleurs, s'accordent, pour les 10 plus hauts d'entre eux, un total de 6,4 millions de francs de salaires annuels, charges comprises... Alors Manurhin voudrait que l'Etat, d'une façon ou d'une autre, prenne en charge les licenciements : soit par une aide directe, soit par le biais du Fonds national pour l'emploi, ou de contrats de solidarité. Ou encore, Manurhin souhaiterait que Matra, dont elle est filiale, lui accorde un nouveau prêt après celui de 200 millions de l'an dernier. Matra, nationalisée, ayant déjà demandé des subventions de l'Etat pour ses secteurs dits de pointe en situation délicate, ce serait donc encore, d'une façon détournée, l'Etat qui paierait.

Pendant ce temps-là, 5 000 lance-missiles Manurhin viennent d'être achetés par l'armée, et sont expérimentés au Tchad. Et 5 000 autres devraient lui être commandés ces prochaines semaines.

De quelque côté qu'on se tourne, c'est la population qui paie pour faire vivre les marchands de canons, par le biais des impôts affectés au budget militaire ou par celui des aides, pour qu'ils puissent continuer à faire des bénéfices.

N.M.

Les contrats de solidarité, ça sert à tout !

En juin 1982, la société Gillette-France signe un contrat-solidarité : elle met 84 personnes en pré-retraite et s'engage à maintenir l'emploi à son niveau de l'époque, soit un effectif de 1 052 personnes.

Mais depuis, Gillette-France, filiale de la multinationale américaine, a absorbé les 318 salariés de la société Criket qui était, elle, contrôlée directement par la multinationale.

Ainsi le nombre de salariés de l'entreprise est passé à 1 370, et comme le contrat de solidarité stipule que l'effectif ne doit pas être inférieur à 1 052, la direction de Gillette-France peut, sans rompre le contrat de solidarité, laisser diminuer ses effectifs.

C'est ce qui se passe d'ailleurs, les effectifs de l'entreprise étant actuellement tombés à 1 306.

Il est vrai qu'une circulaire de Jack Ralite précise que si une entreprise signataire d'un contrat de solidarité en absorbe une autre, elle doit revoir les effectifs du contrat à la hausse. Mais cela ne s'applique pas à Gillette car la circulaire est de juin 1983 et le contrat de juin 1982.

Entre-temps, ce qu'a fait Gillette s'appelle tout simplement, comme le dit la CFDT de l'entreprise, « **de l'arnaque au contrat de solidarité** ». Elle a pris l'argent au gouvernement... et diminué les effectifs quand même.

La direction de Gillette, comme sa « double lame », agit sur deux tableaux : la première lame ramasse l'argent, la seconde lame fait des coupes dans le personnel.

Fêtes de Lutte Ouvrière

les samedi 17 et dimanche 18 septembre à

Bordeaux
à CENON Garenne de la Blanchère

Lyon
Terrain du Merlo à OULLINS (le samedi à partir de 16 h et le dimanche de 12 h à 20 h)

Dijon
Parc des Cèdres à QUETIGNY (le samedi à partir de 19 h et le dimanche de 12 h à 20 h)

le dimanche 25 septembre à

Orléans
à partir de 10 heures Centre de Loisirs Saint-Jean-de-Braye

Marseille
à partir de 12 heures Parc de Valabre Gardanne

L'élection municipale de Dreux

Les résultats du premier tour de l'élection municipale de Dreux, le 4 septembre, retiennent l'attention principalement en raison du score réalisé par le Front National : 16,72 % des suffrages exprimés, soit 1 750 voix sur 10 449.

Car, en ce qui le concerne, le résultat global : 40,61 % pour la liste d'Union de la Gauche, contre 42,67 % en faveur de la liste RPR-UDF, ne constitue guère une surprise. La différence porte sur 215 voix seulement. Et il est vrai que, lors de l'élection du 13 mars dernier — dont l'annulation est à l'origine du scrutin actuel — l'Union de la Gauche n'avait emporté la victoire que par 8 voix d'avance. A Dreux, municipalité « conquise » par le PS en 1977, la compétition était donc de toute façon très serrée entre l'Union de la Gauche et les partis de droite.

Mais l'alliance de la liste RPR-UDF avec celle du Front National pour le scrutin du 11 septembre modifie bien sûr ces données : car elle devrait, selon les chiffres, assurer quelque 59,38 % des suffrages à l'opposition, tandis qu'avec à peine 41 % les partis de la majorité gouvernementale en sont réduits à espérer une amélioration de leur score du côté des abstentionnistes — lesquels, il est vrai, ont été proportionnellement un peu plus nombreux qu'au mois de mars.

On comprend sans peine que les leaders de l'UDF, comme ceux du RPR, tant au niveau national qu'au niveau local, n'aient pas fait la fine bouche devant l'alliance avec l'extrême-droite. Déjà, en mars, ce n'est que du bout des lèvres que Chirac avait vaguement critiqué l'alliance à Dreux du leader d'extrême-droite Stirbois avec le RPR. C'est Simone Veil qui, en condamnant cette alliance et en déclarant que dans cette situation elle s'abstiendrait d'aller voter si elle était électrice à Dreux, les aura finalement le plus embarrassés ! Prise de position venant d'une personnalité de leur propre camp dont les leaders de la droite se seraient sans doute passés, même si aujourd'hui ils cherchent à la minimiser en la qualifiant de « sentimentale » et « non politique ». De toute façon, comme l'a déclaré Didier Bariani bien froidement, l'alliance de Dreux « *est une mauvaise solution qui donnera de bons résultats* »... et c'est bien cela surtout qui compte pour eux, après tout.

Ceci dit, comment expliquer le résultat relativement spectaculaire du Front National ? Rappelons tout de même qu'aux élections cantonales de mars 1982, Stirbois avait déjà obtenu 12,62 % des suffrages exprimés à Dreux-Ouest

Sur ses 16,72 % de suffrages actuels, une part importante provient apparemment de l'électorat des partis de droite eux-mêmes qui, par rapport au total des résultats obtenus par leurs trois listes en mars dernier, ont perdu plus de 12 % sur leur actuelle liste commune. C'est considérable, mais le total des voix ainsi perdues par les partis de droite, en admettant que toutes ces voix se soient portées sur le Front National, n'atteint tout de même pas les 17 %. Il s'en faut d'environ 4 à 5 % — lesquels proviendraient, si ce n'est d'anciens abstentionnistes, d'une frange au moins de l'électorat de gauche. C'est dans ce sens qu'ont conclu la plupart des commentateurs. La presse nationale a rapporté notamment que la liste du Front National a parfois atteint jusqu'à 22 % des suffrages dans certains bureaux de vote de quartiers populaires.

Bien sûr, chiffres et résultats électoraux sont à interpréter avec prudence. Ces 4 ou 5 % d'électeurs qui se seraient reportés de la gauche sur l'extrême-droite représenteraient environ 400 ou 500 personnes, ce qui, même si ce nombre peut signifier en réalité bien davantage en influence autour d'elles, demeure tout de même limité. En outre, il s'agit d'un scrutin local, qui ne permet pas d'extrapoler au plan général, et dont on ne peut conclure que l'extrême-droite soit en train de développer massivement son audience dans le pays.

Quand la politique de la gauche fait le jeu des démagogues d'extrême- droite

C'est sur la base d'une campagne anti-immigrés que le Front National a obtenu son succès à Dreux, comme cela avait été aussi le cas pour Le Pen dans le 20e arrondissement de Paris, en mars dernier (il avait obtenu 11,26 % des voix).

Le racisme et la xénophobie se sont avérés électoralement payants pour eux dans certains milieux populaires durement frappés par la crise. S'il devait se confirmer que des fractions significatives des milieux populaires commençaient à se tourner vers l'extrême-droite, à chercher de ce côté-là une perspective face à leurs difficultés et leurs problèmes, alors ce serait effectivement gros de danger pour l'avenir de toute la population laborieuse.

Mais il est non moins sûr que la politique de la gauche au gouvernement contribue largement à ouvrir la voie à une telle éventualité, en décevant celles et ceux qui l'ont portée au pouvoir, en décevant les travailleurs et la population pauvre pour lesquels elle n'allège aucunement le poids d'une crise qui se prolonge en s'aggravant. Au contraire, en leur en faisant porter le poids de plus en plus durement au fil des semaines, la gauche gouvernementale fait chaque jour davantage de déçus, et même de désespérés, parmi les plus touchés et les plus démunis. Et les réactions xénophobes qu'engendrent ou entretiennent inévitablement la crise et le chômage, réactions aggravées par la désillusion, l'extrême-droite est toute prête bien sûr pour les exploiter.

Le gouvernement porte une responsabilité d'autant plus lourde qu'il ne répugne pas lui-même à tâter à la démagogie anti-immigrés — c'est le moins qu'on puisse dire. Ses récentes décisions contre les travailleurs immigrés, avec tout le bruit dont il les a accompagnées, en réponse aux campagnes de la droite sur ce thème, vont dans le même sens : diviser les travailleurs, les dresser les uns contre les autres, en tant qu'exutoire à leur mécontentement et à leurs déceptions. Des résultats comme celui de Dreux, il y a tout lieu de craindre que les responsables de la gauche ne tirent encore une fois des conclusions opposées aux intérêts de la classe ouvrière tout entière, c'est-à-dire qu'ils n'en tirent encore plus de servilité, encore plus de compromis dans le sens anti-immigrés. Defferre, et même Mauroy, s'étaient montrés sensibles à ce thème lors des municipales de mars...

C'est là un jeu dangereux, auquel les militants du Parti Socialiste comme ceux du Parti Communiste n'ont pas plus à gagner que la classe ouvrière elle-même. La droite et l'extrême-droite peuvent en tirer profit, en revanche. Cette gauche qui se discrédite par sa servilité en face du grand capital, par sa lâcheté devant la droite dès lors que celle-ci se montre un tant soit peu arrogante, ce dont elle ne se prive pas, cette gauche risque bien de donner un jour raison à la droite, y compris aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs.

Et si les travailleurs ont aujourd'hui quelque chose à craindre, c'est bien cette politique que mène la gauche au pouvoir. Car si celle-ci avait une politique hardie, les choses au moins seraient nettes : à Dreux, la force des travailleurs et des électeurs de gauche est en réalité bien supérieure à celle des 17 % d'électeurs qui ont voté pour les amis de Jean-Marie Le Pen. A condition qu'on n'ait pas peur de la mobiliser, qu'elle ne soit pas muselée, à plus forte raison qu'on ne cherche pas à la diviser.

Les travailleurs sont forts ailleurs que dans les bureaux de vote. Les travailleurs immigrés, dont on veut faire une cible, n'ont pas le droit de vote, mais ils ont la capacité de faire grève, de descendre dans la rue.

Si l'extrême-droite n'est pas aujourd'hui un danger réellement menaçant pour la classe ouvrière dans son ensemble, elle peut le devenir. Mais seules la force, les capacités de détermination et de lutte des travailleurs, de tous les travailleurs de ce pays, sont en mesure de l'intimider. Au contraire, c'est en se laissant impressionner par la droite et l'extrême-droite qu'on les renforce ; c'est en reculant, de concessions en compromissions, qu'on les incite à s'enhardir.

Christiane LE GUERN

Manifestation d'ouvriers de Flins. Contre la grève des OS, le gouvernement n'avait pas hésité à utiliser les préjugés racistes.

L'affaire du Boeing sud-coréen :

269 morts... pour une partie de poker

Le monde entier s'indigne de l'affaire du Boeing. Mais les cris d'indignation les plus violents, quand ils viennent de certains dirigeants occidentaux, sont cependant quelque peu hypocrites.

Oui, c'est un crime que l'état-major russe ait pu ainsi tuer 269 personnes innocentes, au nom du secret militaire, qu'il ait pu froidement sacrifier 269 personnes au nom de l'idée que les militaires se font de la défense nationale de l'URSS. Sans penser, en brutes galonnées qu'ils sont, que ces 269 morts innocents feront peut-être bien plus de mal à l'URSS que quelques petits secrets que les USA réussiront à se procurer, de toute façon.

Mais en face le gouvernement des USA qui a commencé par crier au scandale et à la forfaiture avoue maintenant qu'il y avait bel et bien dans cette affaire une tentative d'espionnage et qu'un avion de reconnaissance — le même ou un autre, on ne saura jamais — se trouvait bel et bien dans la zone interdite.

Alors les 269 morts, victimes de la chasse soviétique, sont tout autant, et pour les mêmes raisons, des victimes de l'état-major américain et de ses services secrets. L'état-major américain a joué avec la vie des passagers que l'état-major russe a sacrifiés.

Et dans toute cette affaire, qui révolte les populations du monde entier, on voit bien qu'on nous ment, de part et d'autre. On ne nous dit que ce qu'on veut nous dire, pour utiliser l'émotion provoquée par ces centaines de morts, à des fins politiques.

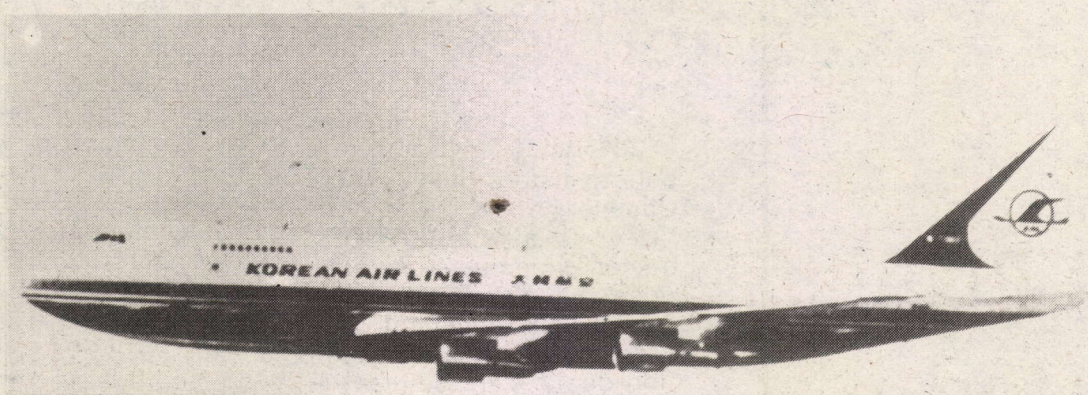
Le secret de ce lamentable cafouillage qui a fait 269 victimes n'est connu que des états-majors américain et soviétique, et des dirigeants des deux camps. C'est la conséquence de cette guerre défensive que chacun prépare, soi-disant pour dissuader l'autre de la faire, mais qui donne partout des pouvoirs illimités aux militaires et qui peut demain nous conduire à la guerre tout court.

Car c'est bien cela qui est grave. Le monde est devenu une véritable poudrière. La course aux armements est une gigantesque partie de poker que des états-majors sans contrôle se livrent, avec des bombardiers, des missiles ou des bombes atomiques. Il arrive que les passagers d'un avion civil en fassent les frais, comme ce fut déjà le cas il y a quelques années pour les 107 passagers d'un avion libyen, abattu par l'armée israélienne pour s'être trompé de route — sans que cela suscite d'ailleurs, à l'époque, la même réprobation des gouvernants américains ou français. L'affaire de l'avion sud-coréen n'est ni la première ni sans doute, malheureusement, la dernière du genre. Elle servira simplement à justifier de part et d'autre que l'on fabrique encore plus d'armes, plus de bombes et de missiles, et à entretenir encore plus de secrets, d'avions-espions, de militaires à la gâchette facile, qui considèrent que la mort de 269 personnes fait partie de leurs menues dépenses, car ce n'est rien, de toute façon, à côté de la quantité de morts qu'ils peuvent faire s'ils déchaînent l'arsenal qui est en leur pouvoir.

Et le problème, c'est d'ôter ce pouvoir des mains des états-majors. Personne n'a intérêt à ces morts. Personne n'a intérêt à ces guerres qu'ils préparent. Personne, sauf peut-être les grands de ce monde et les fabricants d'avions, de missiles et de bombes, qui savent que, quand la société est en crise, ses dirigeants ont besoin de plus en plus d'armements et sont de plus en plus tentés de s'en servir.

Et cela ne concerne pas que l'URSS ou les USA. Il y a en ce moment des soldats et des avions français au Tchad. Les généraux français ne demanderont pas notre avis pour les faire entrer en action et, s'ils le font, ils feront sûrement plus de morts parmi la population civile et innocente qu'il y en a eu dans l'avion sud-coréen.

(Editorial des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière *du 5 septembre)*



Les indignations hypocrites

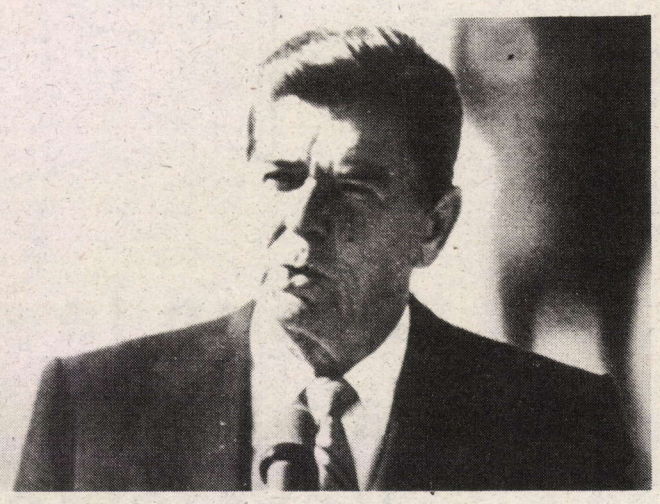
Reagan n'aura pas eu de mots assez durs pour condamner la destruction du Boeing sud-coréen : *« acte de barbarie commis de sang-froid »*, *« affront pour l'humanité »*... Les gouvernements japonais, sud-coréen mais aussi français lui ont emboîté le pas.

Mais les mesures de rétorsion annoncées à l'encontre de l'URSS par les gouvernements occidentaux sont déjà bien plus modérées : les USA ne renouvelleront pas pour l'instant les accords bilatéraux sur les transports, ni certains accords culturels et scientifiques ; le gouvernement canadien a suspendu momentanément le droit d'atterrissage de la compagnie aérienne soviétique et la prive d'un ravitaillement en kérosène à Terre-Neuve ; le gouvernement ouest-allemand a proposé que l'URSS soit condamnée à l'ONU ; et Gromyko a dû reculer de quelques jours sa visite à Paris.

Ces mesures de rétorsion semblent disproportionnées avec les cris d'indignation des gouvernants occidentaux. Mais c'est qu'elles sont proportionnées à ce que, tout comme les gouvernants soviétiques, ces gouvernants occidentaux pensent de la mort des 269 passagers de la Korean Air Line : c'est regrettable, il faut bien sûr l'exploiter au mieux sur le plan politique ; mais ils savent aussi très bien que leurs états-majors risquent des vies humaines tout autant que l'état-major russe. Et c'est pourquoi, après les larmes hypocrites et l'exploitation politique d'usage, ils passent tout naturellement aux « affaires courantes ».

L'indignation verbale d'un Reagan, son ton choqué devant les caméras de télévision, accompagné de sa femme pour mieux partager la douleur des victimes, fait partie de cette exploitation politique. Pour Reagan, l'affaire du Boeing arrive à point pour justifier son anti-communisme, pour mieux faire passer son budget militaire ou sa politique musclée en Amérique centrale. Et comme il n'y a pas de petits profits, il n'a pas oublié de rappeler à l'occasion devant le parlement... qu'il lui demandait justement en ce moment de nouveaux crédits pour la construction de missiles intercontinentaux MX !

A.M.



Reagan exploitant l'événement à la télévision

Les dirigeants russes : et si c'était à refaire...

Dans une déclaration publiée le 6 septembre au soir par l'agence Tass, le gouvernement russe reconnaît officiellement que c'est bien un chasseur soviétique qui a abattu le Boeing de la Korean Air Line.

Il a donc fallu six jours pour qu'il admette ce que tout le monde sait.

Mais, même dans ce communiqué, ils s'obstinent à nier toute responsabilité dans la mort des passagers du Boeing qu'ils ont abattu.

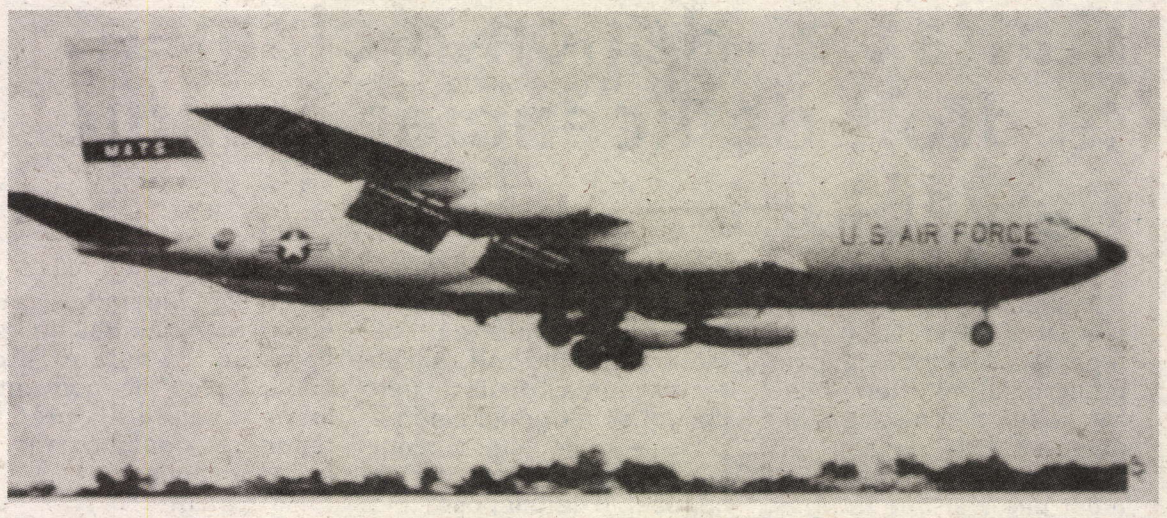
Pour eux, le pilote soviétique s'est borné à *« mettre un terme au vol »*... de *« l'avion en infraction »*. Eux n'ont fait qu'*« agir conformément à nos lois, qui correspondent entièrement aux normes internationales »*.

Et s'il y a eu des victimes, ils présentent les choses comme s'ils n'y étaient vraiment pour rien : *« Les passagers d'un avion utilisé par les services spéciaux américains ont été victimes de leurs sales agissements. Le gouvernement soviétique exprime ses regrets à propos de la mort de ces innocents. Il partage la douleur de leurs parents et de leurs proches. Les dirigeants des Etats-Unis sont entièrement responsables de cette tragédie »*.

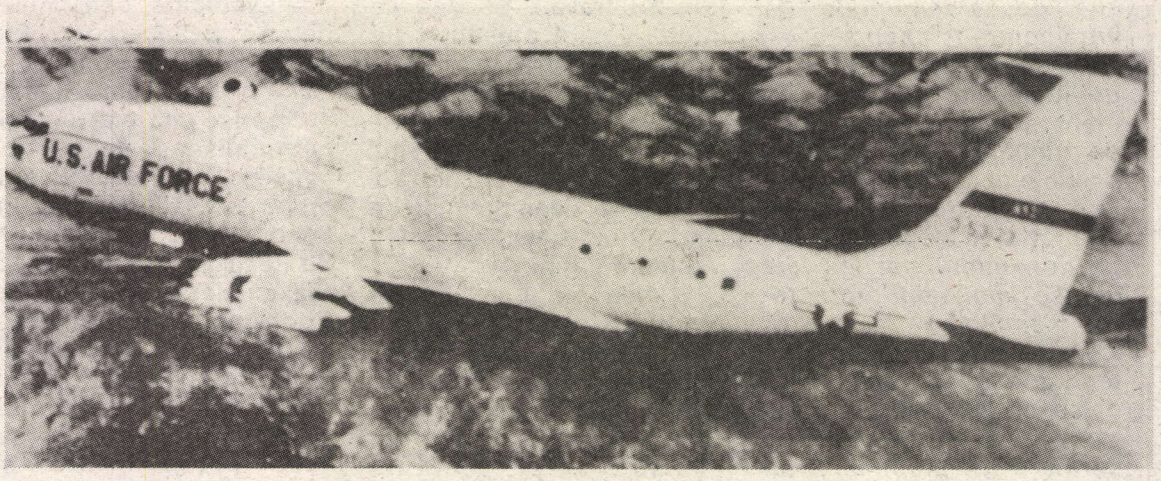
Les dirigeants russes montrent ainsi qu'ils ne sont pas seulement capables de faire abattre froidement un avion avec ses 269 passagers : ils méprisent en outre assez tous ceux qui dans le monde sont à juste titre indignés par cet acte, pour se moquer d'eux cyniquement.

entre états-majors

Les mystères du Boeing



Le RC 135, l'avion-espion américain, comme il en volait justement un dans les parages le jour où le Boeing sud-coréen a été abattu.



Une version militaire « top-secrète » du Boeing 747, équipée de canons-laser adaptés à l'interception des missiles.

Une semaine après la destruction, par des chasseurs soviétiques, du Boeing sud-coréen, on n'a toujours pas d'explication sur les circonstances qui ont abouti à la mort des 269 passagers de l'avion. Et les informations qui ont été diffusées — au compte-gouttes — successivement, contribuent plus à obscurcir les choses qu'à les éclairer.

Bien entendu, que les dirigeants russes soient avares d'explications n'a rien d'étonnant : responsables directs de la catastrophe, de toute évidence ce n'est pas d'eux qu'il faut attendre de savoir s'il y a eu — ou pas — erreur d'appréciation de leur part, ni à quel niveau a été prise la décision d'abattre l'avion.

Mais du côté occidental, au-delà des réactions d'indignation et des accusations, il n'y a pas non plus d'explications satisfaisantes. Pourtant, avec toute l'armada de systèmes sophistiqués d'espionnage dont les militaires japonais mais surtout américains ont truffé cette région, ceux-ci disposent sans aucun doute de toutes les informations sur ce qui s'est passé.

Des enregistrements des écoutes qu'ils ont réalisées, seules des bribes ont été rendues publiques : essentiellement les dernières minutes des communications entre les avions russes et leur base mais rien sur d'éventuels contacts entre les chasseurs soviétiques et le Boeing sud-coréen et rien non plus sur les contacts de celui-ci avec les organismes de contrôle au sol.

À tel point que, pour répondre à toutes les questions qui se posent pour comprendre ce qui s'est passé, la presse en est réduite à échafauder hypothèses sur hypothèses, souvent presque aussitôt démenties ou infirmées que formulées.

Ainsi, pour expliquer l'origine de toute l'affaire, à savoir le fait même que le Boeing, doté d'instruments de navigation sophistiqués, ait pu s'écarter pendant deux heures et demie de sa route, dans une région notoirement interdite et dangereuse, les théories n'ont pas manqué.

***Le Matin* du 5 septembre titrait ainsi *« Le capitaine Chun avait appuyé sur le mauvais bouton »*. Le pilote, en programmant les ordinateurs qui déterminent la direction prise par l'avion en vol, se serait trompé et aurait bêtement confondu les chiffres de latitude et de longitude. Mais la presse — la même presse d'ailleurs — soulignait que la route suivie par l'appareil était soumise à de multiples contrôles, dans l'appareil et au sol, qui rendent quasiment impossible une telle erreur, et surtout sa prolongation.**

La possibilité d'une défaillance technique a été aussi évoquée. Les fameux ordinateurs auraient pu tomber en panne. Mais les sécurités prévues — deux ordinateurs de secours — rendraient cette panne elle aussi pratiquement impossible.

Autre possibilité de panne, évoquée celle-là par *Libération* du 5 septembre : *« une défaillance générale des circuits électriques »*, qui aurait *« rendu inopérants les ordinateurs de vol, ce qui pourrait expliquer l'affirmation contenue dans le premier communiqué de Tass, selon laquelle l'avion coréen n'avait pas de lumières de navigation »*. Mais de nouvelles bribes de conversation enregistrées rendues publiques ont montré qu'en fait ces lumières fonctionnaient et étaient bien visibles.

Finalement, et faute d'une panne possible, l'idée que le pilote, tout simplement, *« aurait changé de cap pour... économiser le carburant »* (*Libération* du 5 septembre) a été avancée : c'est *« l'explication la plus incroyable mais, de l'avis des pilotes, pas la plus invraisemblable »* !

Ces hypothèses semblent en fait toutes invraisemblables, voire fantaisistes.

En fait, l'imagination de la presse semble se donner libre cours à tous les niveaux pour pallier le fait que, si de toute évidence les services secrets occidentaux savent beaucoup de choses, ils veulent en dire le moins possible. Car ils ont eux aussi quelques secrets à garder.

Et quelques informations ont commencé à donner une petite idée de la nature de ces petits secrets.

Alors que dans un premier temps les autorités américaines rejetaient avec indignation les accusations soviétiques parlant d'une mission d'espionnage, elles ont admis finalement, dimanche 4 septembre, qu'en même temps que le Boeing de la KAL, et dans la même zone, un avion espion opérait : un RC 135, bourré d'instruments d'espionnage.

Les dirigeants américains n'ont d'ailleurs pas donné cette information par souci de la vérité, mais plutôt histoire d'étaler leur propre maîtrise des opérations d'espionnage dans la région. Au passage, ils démontrent ainsi que, si les militaires russes ont réagi, c'est en ne se montrant même pas capables d'abattre le bon avion ! Ce en quoi l'état-major américain ajoute sa dose de cynisme à celle des militaires russes.

Et puis on a appris aussi que l'utilisation d'avions commerciaux à des fins d'espionnage est une pratique assez courante : *« Dans de nombreux pays,* écrit par exemple *Le Monde* des 4-5 septembre, *les services secrets entretiennent des relations étroites de travail avec les compagnies aériennes et demandent à leurs employés (...) de rendre, dans l'exercice de leur profession, quelques menus services. (...) Toutes ces opérations peuvent exiger d'un avion qu'il dévie légèrement de sa route, le non-respect du couloir aérien étant ensuite présenté comme une erreur de navigation »*.

Et *Libération* du 5 septembre cite l'exemple d'une Caravelle d'Air-France de la ligne Paris-Moscou : *« C'était dans les années soixante, les Américains cherchaient activement à détecter les rampes de fusées soviétiques. (...) Convaincus de la nécessité de l'opération, des pilotes acceptèrent de sortir à certains moments du couloir aérien et de survoler des objectifs signalés par les Américains. La caméra était dissimulée à la place du poste de radio de secours. Déguisés en employés de l'aéroport, des hommes du SDECE la récupéraient à l'arrivée de la Caravelle à Moscou »*.

Une pratique dont les pilotes sud-coréens seraient, paraît-il, assez coutumiers. En avril 1978, un autre avion de la même compagnie, survolant une zone russe interdite, avait été arraisonné par des chasseurs soviétiques : ceux-ci avaient tiré sur l'appareil pour le contraindre à l'atterrissage, tuant deux des 97 passagers.

Et un général américain, George Keegan, ancien chef des services de renseignement de l'US Air Force, cité par *France-Soir* du 5 septembre, affirme que *« tous les pilotes coréens sont des pilotes militaires de réserve et ils dévient fréquemment de la route prescrite sans tenir compte des règlements internationaux »*.

Alors, où est la vérité ? Le Boeing de la KAL était-il aussi un avion espion ? Y a-t-il eu confusion des militaires soviétiques avec un autre avion espion ? Ou bien le pilote du Boeing a-t-il simplement quitté sa route en étant convaincu que les Russes n'interviendraient pas, comme il l'avait peut-être déjà fait si, comme le rapporte la presse, les avions sud-coréens sont coutumiers du fait ?

Eh bien, tout cela, on ne le saura vraisemblablement pas, car les états-majors, des deux côtés, ne tiennent pas à le faire savoir. Et parce que des deux côtés, on considère que les secrets militaires valent bien la vie de 269 personnes, et la vérité qu'on leur doit.

Jean-Jacques LAMY

Selon que vous serez URSS ou Israël

L'indignation du « monde libre » et de sa presse, qui se fait jour aujourd'hui après l'affaire du Boeing sud-coréen, n'avait pas été la même lorsque, le 21 février 1973, les chasseurs israéliens avaient abattu un avion civil libyen qui survolait le Sinaï, faisant 107 morts.

Nulle déclaration indignée, à l'époque, du gouvernement américain, pas non plus de demande de sanction de sa part, comme on s'en doute.

Quant à la presse, *France-Soir* du 2 septembre titré sur pleine page : *Le monde entier crie sa colère à l'URSS*. Mais elle ne s'indignait pas de la même manière quand l'assassin était Israël. Au contraire, ce journal expliquait alors comment l'avion avait dérivé de façon incompréhensible pour un appareil perfectionné, survolait une zone interdite et refusait d'atterrir. Et que, de toute façon, les Israéliens ne pouvaient pas savoir que l'avion transportait des passagers car les rideaux... étaient tirés !

PATRONS ET GOUVERNANTS

FRANCE :

Gattaz et Hanon réclament le droit de licencier comme ils veulent

Il n'aura pas fallu longtemps à Yvon Gattaz, le représentant du CNPF, pour prendre au mot Pierre Mauroy, le Premier ministre, qui déclarait lors de son discours de rentrée qu'*« il n'est pas vrai que le refus, par principe, de tout licenciement favorise la politique gouvernementale de lutte contre le chômage »*.

Puisque le Premier ministre lui-même du gouvernement socialiste n'élève pas en principe le refus de tout licenciement, le représentant du patronat peut se permettre d'exiger tout de go de *« supprimer les lois qui se voulaient protectrices d'emplois »*.

Le patronat français prétend que la législation française en matière de licenciements économiques serait *« la plus contraignante d'Europe »* et, pour faire face à la concurrence, revendique de pouvoir licencier plus facilement et plus vite.

Mais, quelles que soient les contraintes de la législation du travail, elles n'ont pas empêché le patronat de mettre plus de 2 millions de travailleurs au chômage, tout comme ses partenaires européens.

En réalité, la législation actuelle sur les licenciements économiques n'est guère contraignante à l'égard des employeurs. Pour tout licenciement collectif, un patron doit consulter les représentants du personnel et le Comité d'entreprise — mais ceux-ci n'ont aucun pouvoir légal de s'y opposer. Il doit déposer une demande d'autorisation de licencier auprès de l'Inspection du travail. En cas de litige, il peut présenter un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Emploi et même au tribunal administratif, ce qui peut certes retarder la procédure de licenciement de cinq à huit mois, mais bien rarement l'annuler.

Si l'on en juge par les chiffres avancés par le journal *Le Monde*, l'administration ne s'oppose que rarement aux licenciements collectifs puisque, sur 203 683 licenciements demandés pour motif économique en 1980, 193 450 ont été autorisés, dont 2 186 après un recours hiérarchique. L'administration a donc accepté 94,8 % des demandes de licenciements économiques en 1980. Elle a autorisé 92 % des demandes en 1981, 91 % au second trimestre de 1982. Mais les patrons demandent des assouplissements de la législation, car ils voudraient être totalement libres de licencier et n'avoir aucun compte à rendre ; ils voudraient être entièrement maîtres en leur demeure. D'autant plus qu'ils savent le gouvernement socialiste prêt à répondre positivement à leurs demandes.

Pourquoi Gattaz se priverait-il, puisque Mauroy lui a tendu la perche et que les syndicats sont muets comme des carpes ? Plus même, Bernard Hanon, le P-DG de la Régie Renault, entreprise phare des usines nationalisées qui étaient censées, selon le gouvernement socialiste, garantir l'emploi, est venu apporter de l'eau au moulin de Gattaz en déclarant que pour l'entreprise nationalisée, comme pour toutes les entreprises, *« l'ennemie de l'industrie c'est certainement la rigidité »* et qu'il faut *« savoir moduler ses effectifs intelligemment »* et *« ne pas avoir de pression pour maintenir à tout prix les effectifs quand le progrès technique l'impose »*.

Alors, si le patronat le demande, si le gouvernement est d'accord par avance, si les syndicats s'inclinent, c'est encore une atteinte à la protection, déjà peu efficace, des travailleurs contre les licenciements collectifs qui se prépare. Seuls les travailleurs peuvent y faire obstacle.

ESPAGNE :

le droit de licencier à

En Espagne, *le gouvernement,* disait un ministre il y a quelques semaines, *est prêt à assumer la charge d'impopularité qui peut découler des inévitables mesures d'austérité qui seront prises cet automne »* (*El País*, 27 juillet 1983).

Eh bien, elles ne sont pas encore prises, ces mesures, mais on commence à en avoir un aperçu à travers les bribes que laissent volontairement échapper les dirigeants socialistes, sans doute pour tâter le terrain avant de s'y engager. En effet, ils ont fait connaître de larges extraits d'un document préparé par l'équipe économique du gouvernement, intitulé *Programme économique du gouvernement 1983-1986* et dans lequel on envisage de donner définitivement satisfaction à un patronat qui réclame depuis des années la *« flexibilisation du marché du travail »*, c'est-à-dire la possibilité de se défaire sans autre forme de procès de tous les travailleurs jugés trop gênants ou en surplus.

Depuis la fin de la dictature, pendant laquelle les travailleurs n'avaient aucune liberté face aux exploiteurs, mais où la loi interdisait tout licenciement qui ne soit pas disciplinaire, les gouvernements qui se sont succédé ont modifié peu à peu la législation dans le sens réclamé par les patrons. Ils ont aujourd'hui entière liberté pour licencier individuellement n'importe quel travailleur. Car même dans le cas où le licenciement est considéré abusif ou non fondé par les juges, les patrons ont toujours la possibilité de choisir entre le réintégrer ou payer les maigres indemnités prévues par la loi. Le licenciement est libre, pas cher, mais pas gratuit.

Par contre, licencier une partie du personnel et continuer à faire des affaires avec ceux qui restent, cela demande de longues procédures légales et, entretemps, les travailleurs peuvent s'organiser pour se défendre...

Il restait néanmoins que, en Espagne, le contrat de travail était traditionnellement considéré, en droit, comme étant de durée indéterminée. Après avoir passé leur essai, les travailleurs faisaient partie des effectifs fixes de l'entreprise. Les contrats provisoires étaient l'exception et ils correspondaient aussi à des travaux de caractère momentané.

Depuis deux ans, les contrats provisoires se sont étendus au fur et à mesure que les gouvernements successifs modifiaient la législation du travail. Aujourd'hui, on estime que, parmi les contrats de travail, 33 % sont des contrats provisoires. Mais il y a

GRANDE-BRETAGNE ET ALLEMAGNE :

La législation contre les licenciements grignotée

D'après le patronat français, les conditions de licenciement seraient plus souples à l'égard des employeurs dans les autres pays européens. Mais en fait, dans tous les pays européens, les patrons trouvent la législation trop contraignante et la remettent en cause.

En Grande-Bretagne, l'essentiel de la législation sur les licenciements est dû au gouvernement travailliste de Wilson et a été accommodé par le gouvernement conservateur de Thatcher. D'après les syndicats britanniques (cités par une enquête du journal *Le Monde* du 6 septembre) *« il est de plus en plus difficile de gagner un procès pour licenciement abusif, seulement le tiers des travailleurs qui poursuivent leurs employeurs en justice obtiennent gain de cause, et moins d'un pour cent d'entre eux sont rétablis dans leur emploi »*. Les réformes apportées en 1980 et 1982 dans la législation ont consisté surtout à réduire les possibilités de recours des syndicats et des travailleurs auprès des tribunaux, augmentant par exemple la période d'ancienneté nécessaire dans une entreprise pour pouvoir poursuivre le patron pour licenciement abusif, ou rendant plus coûteux pour les travailleurs les recours devant les tribunaux industriels.

Ainsi, les patrons ont de moins en moins de procédures à respecter pour pouvoir licencier... et les licenciements sont plus expéditifs.

En Allemagne fédérale, le patronat utilise de plus en plus le chômage partiel pour régulariser sa production. Mais, outre cette mesure (toujours d'après la même enquête), les licenciements collectifs sont procédure facile. Tout comme en France, le patronat doit demander l'autorisation à un Office du travail pour licencier (cet Office fait fonction d'Agence pour l'emploi et d'Inspection du travail). L'Office autorise pratiquement toujours les licenciements, contraignant seulement le patronat à un « plan social » pour l'indemnisation des travailleurs. Tout comme en France, cette législation ne s'oppose pas en fait aux licenciements ; elle permet juste aux travailleurs de se tourner vers l'Office du travail pour toucher des indemnités. Mais ce sont ces indemnités (68 % du salaire pendant un an) et primes de licenciement que les patrons, trouvent trop lourdes encore, et voudraient voir réduire.

Quels que soient les gouvernements en place, il n'y a en Europe aucune législation qui s'oppose vraiment aux licenciements des travailleurs, et les possibilités de recours sont partout tournées ou grignotées par le patronat.

CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Au programme de Felipe Gonzalez, merci.

encore trois travailleurs sur quatre qui sont fixes. Et ce que le patronat désire, c'est renverser cette proportion ou, encore mieux, que tous les travailleurs sans exception soient des « provisoires », licenciables à merci.

Et ils le seront en 1984... si le gouvernement socialiste approuve ce que proposent les rédacteurs de son *Programme*. En effet les contrats provisoires cesseraient alors d'être liés à certaines conditions — actuellement les grandes entreprises ne pouvaient avoir plus de 10 % de leurs effectifs sous ce type de contrat, et celles de moins de 50 travailleurs pas plus de 50 %. Or, selon ce projet de programme, il n'y aurait plus aucun seuil à l'établissement de contrats provisoires et, en plus, aucun délai sur les contrats. Sur ceux-ci, ne figurerait que la date de l'embauche : celle de la résiliation dépendrait entièrement du patron, qui pourrait ainsi renvoyer quand il le voudrait n'importe quel travailleur, au bout de trois jours, de trois mois ou jamais, s'il se prêtait à toutes ses exigences.

Déjà maintenant, avec un tiers des travailleurs dans cette situation précaire sans compter la pression exercée par un des taux de chômage les plus forts de l'Europe), il devient difficile pour les travailleurs de s'organiser pour se défendre. On peut facilement imaginer ce que serait la généralisation des contrats provisoires...

Les rédacteurs de ce document demandent aussi que le gouvernement revienne sur sa décision de proposer des augmentations salariales de l'ordre de 8 % pour 1984. Selon eux, cela est excessif et il faudra le réviser ! (L'inflation prévue officiellement pour 1983 est de 12,5 %).

Face à cette attaque en règle du gouvernement socialiste contre la sécurité de l'emploi et le niveau de vie des travailleurs, les syndicats ne peuvent pas ne pas protester. Mais ils se gardent bien de menacer.

Camacho, secrétaire général des Commissions Ouvrières, vient de déclarer : *Nous sommes face à un gouvernement qui n'a pas la même volonté de changement que son homologue français (!) et il réalise une politique économique et sociale plus réactionnaire que celle de l'UCD ( ) L'équipe de Felipe Gonzalez, avec le plan de stabilisation qu'il prétend mettre en pratique, a renoncé à son objectif de créer 800 000 emplois, surtout s'il introduit la liberté de licenciement, une mesure que même l'UCD n'a pas osé prendre* » (*El País*, 25 août 1983).

Pour Redondo, le secrétaire général de l'UGT, la centrale liée aux socialistes, ceux-ci *ont fait des bonnes choses (...) mais le gouvernement agit dans certains cas avec arrogance et je crains qu'il n'y ait pas une politique de concertation parce que certains membres du gouvernement préfèrent la confrontation sociale* » (*El País*, 1er septembre 1983).

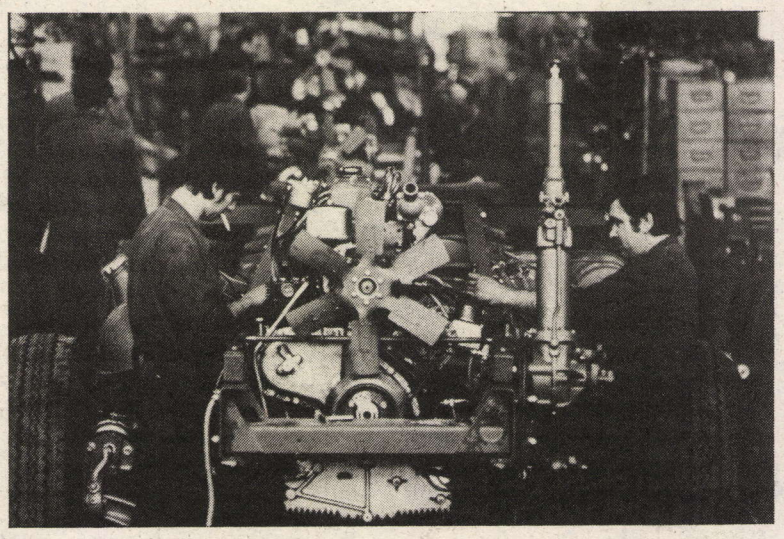
Dans le concert de lamentations, pas un mot pour appeler les travailleurs à s'organiser et se défendre du pire coup qu'on veut porter sur eux depuis la mort de Franco.

Mais beaucoup de travailleurs comprennent déjà en quoi consiste le changement promis, pour les socialistes. Reste à voir comment ils réagiront si le gouvernement ose mettre en pratique ses projets.

Bien sûr, les socialistes essayent de se justifier en expliquant que, si on ne prend pas dès maintenant des mesures sur le plan économique et social, au cours des trois prochaines années 600 000 personnes perdront leur emploi, que le chômage atteindra 22 % au lieu des 17 % actuels, que le secteur public aura un déficit annuel de 800 000 millions de pesetas, que l'Etat devra engloutir 16 000 milliards de pesetas dans la Sécurité sociale, que l'Espagne se trouverait en danger de faillite à la fin de l'année prochaine et qu'alors ce serait le FMI qui imposerait un plan de stabilisation ? Ils ont aussi le culot d'affirmer que ces mesures « sociales » redonneront de la confiance aux patrons (ce qui est peut-être vrai) et qu'elles contribueront à créer des emplois (ce qui est absolument faux, car jusqu'ici plus il y avait de contrats provisoires, plus il y avait des emplois, des postes de travail supprimés).

Mais ce qui apparaît, c'est que les socialistes espagnols font tout simplement la politique du patronat.

Gabriel CATALA



Chaîne de montage des camions Pegaso à Madrid

☐ ITALIE : Une réduction d'horaire... compensée par les heures supplémentaires

Jeudi 1er septembre, les patrons italiens de la métallurgie ont signé, avec les syndicats, la convention collective de ce secteur. En Italie, ces conventions collectives sont négociées tous les trois ans entre patrons et syndicats, l'échelle des grands secteurs industriels, et donnent lieu traditionnellement une agitation syndicale, articulée en grèves par ville, par région, voire en grèves nationales avec manifestations Rome, Milan, etc.

La métallurgie fait figure de secteur pilote » et l'attitude des patrons et des syndicats de ce secteur sert de point de référence aux autres secteurs.

Mais cette fois, la convention de la métallurgie est signée bonne dernière. Le précédent contrat était en fait arrivé échance le 31 décembre 1981. L'année 1982 a été dominée par les offensives patronales contre l'échelle mobile des salaires, qui ont abouti au pacte social » de janvier [illegible] ent rinant une remise en cause partielle de cette échelle mobile, par une moindre compensation sur les salaires des conséquences de l'inflation. Ce n'est qu'après la signature de ce pacte social » que les patrons de la métallurgie ont accepté d'ouvrir des négociations, en février dernier. En juillet dernier encore, le représentant de Fiat dans l'organisation patronale menaçait de quitter celle-ci plutôt que d'accepter l'accord proposé.

C'est que les patrons italiens se sentent de plus en plus en position de force, et en position de dicter leurs conditions. Ils s'y sentent autorisés par la crise économique, par le nombre de plus en plus grand de chômeurs ou de travailleurs mis en cassa integrazione » — une caisse de chômage provisoire qui se transforme, le plus souvent, en chômage définitif. Ils s'y sentent autorisés aussi par l'attitude des syndicats qui, comme d'habitude, se montrent responsables pour deux, plutôt que d'engager les luttes nécessaires pour faire rentrer aux patrons un peu de leur morgue, ils préfèrent implorer ceux-ci de bien vouloir signer un accord et se montrent pour cela prêts à toutes les concessions.

Les patrons ont donc tout à gagner à faire traîner les choses. L'accord signé comporte une réduction des horaires de travail de 40 heures par an — soit un peu moins d'une heure hebdomadaire — pour les travailleurs en normale, de 20 heures pour les travailleurs en équipe — les 20 autres heures étant dans ce cas compensées financièrement — et de 120 heures pour les sidérurgistes. Mais cette réduction d'horaire est compensée par la possibilité, pour les patrons, d'avoir recours aux heures supplémentaires, dans une limite de 32 heures, sans qu'il soit besoin de l'accord préalable des syndicats.

Cela leur donne satisfaction car ils désirent, en Italie comme en France, avoir plus de souplesse dans l'utilisation des usines et pouvoir moduler » les horaires au long de l'année, selon les impératifs de la production.

L'accord a été salué par une partie de la presse. Elle y a vu un fait nouveau : ce ne seraient plus les travailleurs qui imposent des choses aux patrons, il y aurait maintenant un échange », un donnant-donnant entre syndicats et patrons ! Un syndicaliste de la FLM — la Fédération Unitaire de la Métallurgie — a lui-même justifié cet échange », notamment dans le domaine des heures supplémentaires. C'est, a-t-il déclaré au quotidien Corriere della sera, une chose évidente, dans cette période où les entreprises ont des problèmes de marché et de restructuration qui nécessitent un système flexible d'utilisation de la main-d'œuvre ».

On parle donc maintenant de nouvelles relations industrielles » en Italie. L'accord de la métallurgie donne une idée de ce que les patrons entendent par là : une collaboration ouverte des syndicats avec eux pour augmenter la compétitivité des entreprises et faire accepter aux travailleurs les concessions nécessaires. Et ce n'est sans doute pas par hasard si cet accord a été signé peu après la mise en place, au mois d'août, d'un nouveau gouvernement dirigé par le socialiste Bettino Craxi.

L'accord annonce en effet la couleur de ce que sera la politique industrielle » que Craxi déclare préparer : une politique qui fera les quatre volontés des patrons, en s'appuyant sur la concertation » avec les organisations syndicales. Car, après une longue période où les patrons avaient choisi d'afficher leur fermeté à leur égard, celles-ci sont trop contentes d'être un peu plus prises en considération et admises à signer des accords... au point de se montrer prêtes à céder ce qu'il faut pour ne mettre des bâtons dans les roues ni aux patrons, ni à ce gouvernement socialiste ».

André FRYS

dans les entreprises

CGCT (Massy, Essonne)

Quand les syndicalistes veulent faire passer les petits avantages pour de grandes victoires ouvrières

Surprise, début août, à l'usine CGCT de Massy : les deux principaux responsables CGT de l'usine (dont un secrétaire de l'Union locale de Massy) travailleront désormais 18 heures par semaine avec plein salaire ; ils auront même une rallonge de 1 200 F par mois, fait vraiment inhabituel pour l'usine.

Que les syndicats aient, dans leurs tractations avec la direction, obtenu des postes de semi-permanents pour deux de leurs délégués, c'est leur affaire. Que ces deux responsables se voient gratifiés d'une revalorisation de leurs salaires en compensation, dit l'accord syndicat-direction, du fait que leur avancement avait été bloqué à cause de leur activité syndicale par la direction précédente, tant mieux pour eux. Mais tout de même, que l'on ne vienne pas nous présenter cela comme une grande victoire pour les travailleurs ! C'est pourtant ce que fait un tract claironnant distribué le 1er septembre à l'usine et repris dans le journal du PCF *La Marseillaise de l'Essonne* du 2 septembre.

Dans ce tract en effet, la CGT se félicite de ce que des accords au plus haut niveau entre le syndicat CGT de la métallurgie et les directions de plusieurs entreprises nationalisées (Renault, Usinor, Thomson, CIT-Alcatel, etc.) aient permis à des responsables syndicaux de bénéficier de *détachements payés à plein temps et de réajustements de salaire* ». Car c'est à ses yeux « *une reconnaissance nationale de la CGT (...) comme force sociale composante à part entière de la nation, de la région, de la locatité, de l'entreprise* ». Et le tract devient même lyrique : *Que serait aujourd'hui la CGCT-Massy sans les luttes de ses travailleurs et sans la CGT qui anime et organise ces luttes : Une usine vide, démantelée, rouillée, vendue en morceaux, rayés de la carte, et six cents chômeurs de plus sur cette zone industrielle. Aujourd'hui, elle est nationalisée. On en est à treize embauches ; de premiers investissements sont réalisés. (...) Il est normal que le renouveau des libertés accompagne cette reconstruction* »

La CGT oublie évidemment dans ce tableau de l'après-10 mai que les salaires non seulement n'ont pas suivi l'inflation mais sont en plus diminués de 200 à 300 francs par mois par le chômage partiel (35 heures au lieu de 38), que la double équipe est réimposée dans certains secteurs, que 1 200 emplois ont été supprimés avec le changement de technologie dans le téléphone et que l'on craint pour les 550 qui restent.

Correspondant L.O.

CHEQUES POSTAUX (Orléans La Source)

Etrange traitement médical

Quand les PTT embauchent des handicapés, ça se sait : c'est l'occasion de faire de la publicité sur la « politique sociale » de cette administration. Là où ils font moins de bruit, c'est quand ils cherchent à se débarrasser de ces camarades.

A La Source, ce camarade qui avait travaillé huit mois aux Chèques s'est vu refuser le renouvellement de son contrat à la suite d'une visite médicale et, pour faire bonne mesure, il a été mis à la porte du foyer où il vivait.

Pendant 8 mois, la direction l'a fait travailler sans se soucier de son état de santé. Maintenant, le remède qu'elle propose, est le licenciement. Le dossier envoyé au ministère est revenu pour l'instant avec un refus de réembauche.

Nous avons été nombreux dans le service à être indignés par l'attitude de l'administration. Pour l'exprimer, nous avons participé nombreux à plusieurs débrayages dans le service. Médecins et chefs n'ont pas pu faire leur sale coup en douce. Et, malgré la réponse du ministère, nous ne nous tenons pas pour battus.

Correspondant LO

CREUSOT-LOIRE (Saint-Chamond, Loire)

La douloureuse est arrivée...

Pas mal de travailleurs de l'usine Creusot-Loire de Saint-Chamond ont blêmi quand ils ont vu le montant de leur impôt sur le revenu. Certains paieront cette année 1 000 ou 1 200 francs de plus que l'an dernier, alors que leurs salaires n'ont été augmentés que de 2,5 % dans les douze derniers mois.

A la perception de Saint-Chamond, début août, des contribuables qui avaient déjà reçu leur feuille d'impôts se sont présentés en croyant qu'il y avait eu erreur, tellement le montant leur paraissait exorbitant. Hélas, c'était le bon chiffre !

A l'usine, certains parlent de prendre quinze jours de congés sans solde pour diminuer ainsi leur revenu imposable et « tomber » ainsi dans une tranche inférieure d'impôts. Et on connaît au moins un travailleur qui a expérimenté ce mode d'action anti-Delors !

Correspondant L.O.

échos des entreprises

Enfin le progrès technique au service de l'homme

Quelquefois, certains s'inquiètent lorsque la « machine remplace l'homme ». Mais, dans quelques cas, il s'agit plutôt d'un événement drôle qu'autre chose. La preuve : à l'atelier Ramona, le bureau d'un chef est aujourd'hui occupé par une machine à café autrement plus agréable, il faut bien l'avouer, que le chef !

Combien faudra-t-il de temps encore, pour que tous les bureaux de chefs se transforment en cafétérias ?

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *des Compteurs (Montrouge-Hauts-de-Seine)*

La pagaille réorganisée

Dans la nuit de jeudi à vendredi, la pagaille était telle qu'on se demandait si on n'était pas au lendemain d'une grève.

En réalité, c'est la réorganisation de l'acheminement qui débutait : la première catégorie (lettres à 2 F) est triée en nuit, les plis non urgents (lettres à 1,60 F et assimilées) en jour et plus de mélange.

L'effectif de la nuit était insuffisant ; par contre le courrier avion, qui arrive en fin de nuit, était toujours aussi important. Il n'y avait ni assez de trieurs, ni assez de casiers : il a fallu trier des petites lettres sur les casiers de grosses. On a même vu deux chefs se mettre au tri.

Avec, en prime, une avalanche de restes en plis non urgent pour les brigades de jour.

La réorganisation, ça promet...

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *Créteil-CTA*

Les hauts salaires, ça banque

Les dix directeurs les mieux payés de Thomson-CSF ont eu droit à 20 % d'augmentation pour l'année 1982.

Et ce sont les mêmes qui donnent des consignes pour appliquer le blocage des salaires et pour expliquer qu'il faut, compte tenu de la conjoncture, savoir accepter des sacrifices.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de Thomson-CSF Levallois (Hauts-de-Seine)*

La méthode Coué

D'après Martre, le nouveau P-DG de la SNIAS *il n'y aura pas de diminution de salaire* ».

Fort bien. Mais alors il faudra nous dire pourquoi le dernier accord précise que la diminution d'horaire ne sera compensée qu'à 70 % : plusieurs centaines de francs en moins par mois.

Il ne suffit pas de répéter qu'il n'y aura pas de baisse de salaire pour que nos salaires ne bougent pas

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de la SNIAS de Bourges (Cher)*

Tout en finesse

Il paraîtrait que, si les pâtisseries des distributeurs sont de plus en plus petites (pour le même prix bien sûr), c'est qu'il s'agit de pâtisseries... fines.

Pour ça, on a vu. A force d'être plus fines, elles vont finir par n'avoir plus qu'un seul côté !

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *du Crédit Lyonnais, Centre de Rillieux, Lyon*

Pourquoi pas une monnaie à l'effigie du lion ?

En ce moment, la presse régionale relate les discussions des différentes directions syndicales avec d'une part le patron et de l'autre l'expert gouvernemental.

On y apprend, entre autres, qu'une direction syndicale a fait la proposition saugrenue de créer une caisse d'épargne privée intérieure à Peugeot. Elle a même, sans rire, précisé le taux d'intérêt : au moins 8 %.

Nous savons bien qu'une grande partie de notre salaire prend mille canaux pour retourner dans les poches des capitalistes gros et petits, par l'intermédiaire des banques officielles, subventions d'Etat camouflées, etc.

Une banque supplémentaire à l'effigie de Peugeot, avec pourquoi pas les agents de main-d'œuvre aux guichets : il fallait toute l'intelligence d'une direction syndicale pour penser à cela... n'est-ce-pas ?

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de Peugeot (Emboutissage Sud) Sochaux.*

Ça serait du joli

Au niveau 0 de Tôlerie centre, la chaîne des breaks 305 est installée. La direction y a mis le paquet, en moyens, pour qu'ils sortent à la rentrée des congés.

Seulement, si ça va aussi vite de ce côté-là, il n'en va pas de même en ce qui concerne par exemple l'installation des aspirations des fumées.

La direction n'a même pas programmé un peu de temps pour nous installer des bancs.

Mais, comme disait le contremaître du secteur : *Les voitures d'abord, les bonshommes après* ».

Il y a une affiche de pub dans les allées qui dit : « *Soignez la qualité comme votre santé !* »

Allez chiche ! Si on leur soignait leur qualité de la même façon qu'ils soignent notre santé...

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de Peugeot (Emboutissage Sud) Sochaux.*

Tu veux ma photo ?

Depuis la rentrée, les gardiens du Bas-Meudon redoublent d'activité. Le matin, ils se postent en embuscade derrière la porte, en laissant seulement le passage pour une personne. Puis, comme nous passons un par un, ils exigent la carte pour que nous puissions rentrer à l'usine.

Depuis longtemps, personne ne nous empêchait de venir travailler, et ce n'est pas pour ça qu'on a vu quelqu'un venir travailler en fraude et sans être payé.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de la RNUR (Ile Seguin-Paris)*

dans les entreprises

CITROËN-AULNAY

• Les travailleurs du Ferrage en grève

Les grévistes de l'atelier de ferrage de Citroën-Aulnay.

A l'usine Citroën-Aulnay, les trois ateliers de ferrage où sont assemblées les caisses et les carrosseries des CX et des LN, et qui regroupent 580 ouvriers, sont en grève depuis le 1er septembre après-midi.

A l'origine du mouvement, les méthodes d'un chef qui, trois jours à peine après la reprise du travail, voulait mettre à pied plusieurs ouvriers. Autre motif à la grève, la baisse du salaire résultant de la suppression d'une prime d'équipe de 300 F pour un OS, depuis que les ateliers sont passés d'équipe en normale. Les ouvriers demandent donc le maintien de cette prime, ainsi que l'augmentation immédiate des salaires de 3 % (prévue par la direction seulement en novembre). Ils réclament aussi le relèvement des classifications.

Parti de l'atelier F 400, le mouvement a rapidement gagné les deux autres ateliers de ferrage qui ont repris aussitôt la revendication de l'augmentation des 3 %, les 4 % accordés par la direction depuis le début de l'année étant jugés largement inférieurs à l'inflation.

La réponse de la direction ne s'est pas fait attendre. Dans un premier temps, elle refusait de discuter les revendications des grévistes et bloquait la production deux heures après le début du conflit, lock-outant ainsi 6 500 ouvriers de l'usine.

Face à la rapidité avec laquelle tous les ateliers de ferrage ont repris la revendication de l'augmentation immédiate des salaires, revendication qui concerne tous les travailleurs et qui aurait peut-être pu être le point de départ d'une généralisation du mouvement, la direction a probablement voulu gagner de vitesse ceux qui auraient pu rentrer en lutte à leur tour, isolant de surcroît les grévistes et cherchant à les désigner aux yeux des autres travailleurs comme responsables de leur situation de lock-outés.

Dans cette situation, quelle fut la politique des syndicats ? Les syndicats maison, eux, sont contre la grève. La CFDT, plutôt jésuite, n'est « ni pour le travail, ni pour la grève ». La CGT, majoritaire à Aulnay depuis les dernières élections de délégués, elle, s'emploie depuis le début du conflit à limiter les dégâts, à circonscrire le conflit au seul secteur en grève, incitant depuis le 5 septembre les autres travailleurs de l'usine à exiger de la direction de venir travailler : « La maîtrise veut nous faire quitter l'usine, la direction ne veut pas payer les heures perdues, faites savoir que vous voulez travailler », **proclamait-elle lors d'un meeting.**

Mais c'est une façon d'isoler les grévistes et de limiter, donc de diminuer, leur force. Ne craignant plus l'extension du mouvement, la direction a pu faire repartir ses chaînes tout en répondant négativement aux principales revendications des grévistes du Ferrage. Car si elle est d'accord pour maintenir les primes supprimées jusqu'en novembre, elle refuse de discuter de l'augmentation de salaires et des classifications. Quant au paiement des heures de grève, elle n'accepte pour l'instant qu'une avance remboursable de 30 %.

Pour vaincre face au patronat, et en particulier face à un patron de combat comme Citroën, les travailleurs ont besoin de toutes leurs forces, d'être résolus, certes, mais aussi nombreux, le plus nombreux possible. La politique syndicale à Citroën aboutit au contraire à éparpiller la force des travailleurs. Que penserait-on d'un général qui, face à un ennemi puissant et concentré, enverrait ses troupes par escouades successives le combattre de front ? Que c'est un incapable, voire un traître. Mais que font d'autre les dirigeants syndicaux à Citroën-Aulnay ?

Marie ANTONIN

LA CHAPELLE-DARBLAY

• La politique de la CGT dans le conflit

En remettant progressivement en route, sous sa direction, les machines à papier des usines de La Chapelle-Darblay, la CGT entend lutter contre les licenciements en démontrant la capacité des travailleurs à assurer eux-mêmes la production ainsi que la rentabilité de la production française de papier journal.

Prouver la capacité des travailleurs à assurer la production ? Certes. Mais point n'est besoin d'une longue démonstration : jusqu'à présent, ce ne sont pas les patrons qui font tourner les usines. Mais quant à affirmer que refaire tourner l'entreprise prouvera qu'il y a un débouché pour le papier journal français, c'est une autre affaire. Et ce n'est pas cela qu'il faut prouver.

La crise n'est pas une somme de faits locaux, de patrons qui gèreraient mal leur entreprise et à qui il faudrait montrer comment s'y prendre, ni même d'un Laurent Fabius qui serait mal informé sur le « savoir-faire » des ouvriers papetiers français. La crise existe bel et bien, et ce qui existe aussi, c'est la volonté des patrons de la faire payer aux travailleurs.

Alors, ce qu'il faut prouver, c'est que les travailleurs sont décidés à se battre pour que ce soit les patrons qui payent leur crise. C'est montrer la force des travailleurs, pas seulement dans les entreprises en crise mais dans tout le pays, qui peut interdire les licenciements.

Et si les ouvriers de La Chapelle-Darblay, en suivant l'action proposée par la CGT, entendent montrer qu'ils sont décidés à refuser tout licenciement, la lutte contre les licenciements dans la papeterie, dans l'automobile et ailleurs ne peut être qu'une lutte globale contre les privilèges des patrons, contre une société où la production n'est organisée qu'en fonction de la course aux profits.

Et quel est donc le rôle d'une organisation ouvrière, si ce n'est, précisément, d'organiser cette lutte de la classe ouvrière, à l'échelle de tout le pays ?

• Saint-Etienne-du-Rouvray : l'usine tourne, mais nous sommes toujours licenciés

Un travailleur de Saint-Etienne-du-Rouvray fait le point de la situation :

« Dimanche 4 septembre, à l'appel de la CGT, nous avons redémarré la production à l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray. Le premier rouleau de papier est sorti sur la machine 4 dans la matinée. La machine 3 a été mise en route quelques heures plus tard. Cette initiative a plu à la plupart des travailleurs et même une partie de la maîtrise a fini par rejoindre le mouvement le lundi matin.

(...)

Ceci dit, le gouvernement n'a toujours pas reculé. Pour l'instant, les licenciements prévus à Saint-Etienne-du-Rouvray et à Grand-Couronne restent applicables. Et la seule "proposition constructive" de la mission de reclassement est : "la transformation d'un stage prévu par l'ANPE pour des jeunes de 16-18 ans en un stage pour licenciés de La Chapelle". En clair, on déshabille Paul pour habiller Pierre. A part cela, on nous distribue généreusement les adresses des ANPE de la région. »

Correspondant LO

PEUGEOT-SOCHAUX

1 700 retraites en attente

Sur les quelque 8 000 suppressions d'emplois annoncées chez Peugeot et Talbot (soit environ 10 % des effectifs que compte le groupe automobile Peugeot), 1 700 départs sont annoncés par la direction de Sochaux sous forme de pré-retraites financées par les caisses d'assurances-chômage.

Depuis la reprise, les travailleurs concernés sont dans l'attente de la décision. Ils ne cachent pas leur impatience de quitter l'usine dans laquelle « ils en ont assez vu et assez fait », et aussi « pour profiter un peu de la vie ». Les conditions financières du départ que ni la direction ni le gouvernement n'ont annoncées inquiètent plus d'un travailleur dont les enfants sont encore à charge, ou ceux qui ont engagé des crédits importants. L'inquiétude des pré-retraités est d'autant plus justifiée qu'il y a eu un nombre semblable de départs en pré-retraite entre 1980 et 1982 et que les 70 % du salaire qui devaient être garantis ont été amputés de 5,5 % de cotisation sociale.

• Nous, on chôme

Mercredi, la direction a annoncé les dates du chômage technique de septembre. Deux vendredis, le 23 et le 30, seront chômés par les ouvriers des Presses. Seul le 23 sera chômé par l'ensemble des ouvriers, Presse, Maintenance et Outillage.

Jeudi, la direction a fait afficher une note de service d'explication. On chôme parce qu'elle n'avait pas prévu un maintien de la situation économique et qu'elle s'était trompée dans ses prévisions.

On croyait que gouverner c'est prévoir ». Chez Citroen, gouverner c'est prévoir, se tromper, faire payer ses erreurs aux autres et recommencer.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Citroën Saint-Ouen-Les Epinettes

CHILI *Il y a dix ans*

Le coup d'Etat sanglant de Pinochet

IL y a dix ans, le 11 septembre 1973, Santiago du Chili était réveillé par les tirs des chars et les bombardements de l'aviation. L'armée chilienne assaillait le palais présidentiel de la Moneda où Salvador Allende, président légalement élu d'un régime parlementaire, siégeait depuis trois ans. Il fallut peu de temps à l'armée pour vaincre la résistance du palais présidentiel, où l'on découvrit ensuite le président Allende, mort le fusil à la main.

□ Allende, un homme d'Etat au service de la bourgeoisie

Le coup d'Etat n'était pas une surprise. Moins de trois mois auparavant, le 29 juin, l'armée avait déjà organisé une tentative de putsch.

Financée et entraînée par l'impérialisme américain, profondément anticommuniste, elle affichait publiquement son hostilité au régime d'Allende. Tout comme d'ailleurs les groupes d'extrême-droite, plus ou moins liés à l'armée, plus ou moins financés par la CIA. L'affrontement était donc prévisible.

De son côté, le gouvernement d'Allende n'était pas isolé. Il bénéficiait d'un soutien populaire immense qui s'était encore concrétisé une semaine avant le putsch par une manifestation de 800 000 travailleurs résolus à le soutenir. Cependant, et bien qu'Allende ait déclaré, le lendemain de la tentative de coup d'Etat, en juin 1973, que « *s'il le fallait, le peuple serait armé* », il se refusa toujours à le faire. Parce qu'il ne le voulait pas. Parce qu'il avait choisi son camp. Il préférait que son régime tombe, et tomber lui-même sous les coups des militaires, plutôt que provoquer une mobilisation populaire dont la bourgeoisie chilienne n'aurait pas voulu. Jusqu'au bout il se montra responsable, non vis-à-vis de la population laborieuse qui lui faisait confiance, mais vis-à-vis de la bourgeoisie. Et c'est ce choix, conscient, affirmé dès son arrivée au pouvoir, qui laissa la population désarmée face aux massacreurs.

Allende, bien qu'il s'intitula « socialiste », ne fut jamais qu'un homme d'Etat au service de la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie elle-même, ou plutôt ses partis, qui le hissèrent au pouvoir. Aux élections présidentielles d'octobre 1970, Allende n'obtint que 36,3 % des voix et il ne fut proclamé président que deux mois plus tard, après un vote de l'Assemblée où il bénéficia des suffrages de plusieurs formations politiques, dont ceux des chrétiens-démocrates de son prédécesseur, Eduardo Frei.

Et la politique qu'Allende mena ne fut que la continuation de celle du gouvernement précédent : il chercha à desserrer quelque peu l'emprise de l'impérialisme américain sur l'économie chilienne, pour permettre à la bourgeoisie nationale de se développer. Eduardo Frei avait entrepris la nationalisation des entreprises chiliennes (en les rachetant à leurs propriétaires américains) et une réforme agraire visant à redistribuer une partie des terres des grands propriétaires aux paysans. Allende ne fit que poursuivre cette politique, en l'accélérant. Le seul changement consista dans le non-rachat des mines de cuivre aux deux grands trusts américains, la Kennecott et l'Anaconda, déjà largement bénéficiaires.

Mais en acceptant de voir un socialiste porté à la présidence de la République, la bourgeoisie chilienne espérait aussi qu'il serait capable de maîtriser les revendications populaires, tant dans les villes, où la classe ouvrière, relativement nombreuse, montrait sa combativité, que dans les campagnes, où les occupations des sols par les paysans se développaient.

□ La crise économique et sociale

Après son arrivée au pouvoir, Allende dut affronter une situation économique et sociale de plus en plus difficile. Avec le rachat des usines aux capitalistes américains, la dette extérieure du Chili s'alourdit, plaçant le pays au deuxième rang mondial — derrière Israël — des pays endettés. Bientôt la Banque Mondiale, dominée par les USA, lui coupa tout crédit. Pour tenter de s'en sortir, l'Etat fit marcher de plus belle la planche à billets, alimentant une inflation qui, de 30 % en 1970, atteignit 340 % entre juillet 1972 et juillet 1973. Par ce moyen, le gouvernement choisissait de faire payer à la population les difficultés économiques du pays, refusant de s'en prendre aux capitalistes qui exportaient leurs capitaux ou, pour les propriétaires fonciers, leur bétail et le matériel agricole.

Alors que les travailleurs voyaient leur niveau de vie baisser, le gouvernement fit des tentatives timorées de blocage des prix, multiplia les tracasseries et les contrôles auprès des commerçants, tendant à les rendre, aux yeux de l'opinion publique, responsables de la situation. Du coup, toute cette fraction de la petite-bourgeoisie, neutre jusque-là vis-à-vis du nouveau régime, se retourna contre lui. Le 21 août 1972 éclata une grève des commerçants dont l'extrême-droite tira parti. Allende choisit d'y faire face en s'appuyant sur l'armée, décrétant l'état d'urgence dans la province de Santiago. De même, lors de la première grève organisée par le puissant syndicat des camionneurs (lié à la droite) en septembre 1972, l'état d'urgence fut décrété dans 24 provinces sur 25. Pour se sortir de cette grève, Allende fit donc de nouveau appel à l'armée : trois généraux rentrèrent alors dans le nouveau gouvernement qu'il composa, le 2 novembre.

Dans le même temps, les occupations d'usines ou de terres furent réprimées par l'armée et la police. Ainsi, en octobre 1972, une loi autorisa les militaires à perquisitionner les usines afin d'y confisquer les armes détenues par les ouvriers. Les grèves furent qualifiées de « sabotage » et réprimées, comme celle des mineurs d'El Teniente en avril 1973.

□ Le Chili sous la botte

L'attaque de la Moneda donnait le signal de la prise du pouvoir par l'armée. Dans le même temps, dans tout le Chili, la soldatesque investissait les villes, et tout ce que le pays comptait comme militants de gauche, militants syndicaux ou d'associations populaires, étaient arrêtés, exécutés sommairement ou parqués dans des stades, dans les cales des navires, torturés ou assassinés sauvagement. Toute tentative de résistance fut écrasée dans le sang et, bien après que le pouvoir militaire se fut installé, le massacre continua de façon systématique : les militaires, aidés dans cette besogne par les organisations d'extrême-droite, ratissèrent villes et villages, pourchassant toute personne suspecte d'avoir des sympathies à gauche, voire de professer de simples idées libérales.

Combien de victimes fit le coup d'Etat militaire ? Nul ne le sait exactement, mais le nombre de personnes assassinées se monte vraisemblablement à plusieurs dizaines de milliers. Au moins autant furent déportées dans les îles du Pacifique ou de la Terre de Feu, dans de très dures conditions de détention. Puis, une fois toutes les organisations politiques ou syndicales brisées par l'extermination ou l'arrestation de leurs militants, il ne resta plus au nouveau régime du général Pinochet qu'à les interdire, ce qui fut fait fin septembre.

Ainsi se terminaient — dans un véritable bain de sang — trois ans de gouvernement d'Unité Populaire sous la présidence du socialiste Allende, régime qui devait soi-disant ouvrir, une fois de plus, une « voie pacifique au socialisme ».

□ La politique d'Unité Populaire conduisit la classe ouvrière à la défaite

Bien que se disant de gauche, bien que bénéficiant de la confiance des travailleurs (confiance qui fut renouvelée en mars 1973 où, aux élections municipales, la coalition d'Unité Populaire vit le nombre de ses suffrages augmenter par rapport à 1970), Allende, en homme d'Etat bourgeois responsable, laissa intact l'ancien appareil d'Etat et refusa de s'en prendre aux forces de répression, même quand elles s'opposaient directement à sa politique et menaçaient son pouvoir.

Il respecta l'inamovibilité des fonctionnaires mis en place par le gouvernement précédent, ne toucha pas à la magistrature, composée d'hommes de droite ou d'extrême-droite, qui pourtant, dans chaque procès opposant les anciens propriétaires des entreprises nationalisées à l'Etat chilien, donnait raison aux premiers ; et surtout il ne toucha pas ni à l'armée ni à la police, même après la tentative de putsch de juin 1973, alors même que les éléments « loyalistes » le laissaient tomber, alors même que la presque-totalité du corps des officiers supérieurs préparait ouvertement le coup d'Etat.

Allende avait tenté, en tout et pour tout, de desserrer l'emprise de l'impérialisme américain sur le peuple chilien et sur la bourgeoisie chilienne elle-même, mais dans la mesure seulement où la bourgeoisie, son appareil d'Etat, son armée — et même l'impérialisme américain — le laissaient faire. Et Allende, en quelque sorte, acceptait par avance de se démettre, voire de tomber, si une quelconque de ces forces l'exigeait.

Allende, en quelque sorte, préféra se condamner lui-même plutôt que de s'en prendre aux intérêts de la classe bourgeoise qu'il représentait. Mais dans sa chute, il entraîna toutes les classes populaires, qu'il livra pieds et poings liés à leurs bourreaux. Et c'est par un bain de sang et plus de dix ans de dictature que la classe ouvrière paya la confiance qu'elle avait mise dans un homme politique bourgeois.

La leçon des événements qui se déroulèrent il y a dix ans, le 11 septembre 1973, garde toute son actualité, au moment même où les travailleurs chiliens relèvent la tête et où des hommes politiques bourgeois entendent, une fois encore, prendre la direction de leur combat.

Marianne LAMIRAL

« Les murs de Santiago »

Quand Pinochet a pris le pouvoir c'était pour, prétendait-il, empêcher la gauche de ruiner le pays et lutter contre le totalitarisme communiste. Après dix ans de dictature sanglante, on peut juger le résultat : le Chili s'appauvrit à une vitesse vertigineuse et toutes les couches de la population sont frappées.

Après 10 ans de dictature, la population chilienne relève la tête.

Les murs de Santiago, document présenté mercredi 7 septembre sur TF1, montrait quelques aspects frappants de cette misère grandissante : les bidonvilles, les chômeurs (qui représentent 35 % de la population active), les femmes travaillant sur les chantiers des travaux publics, la misère des paysans et de tous ceux qui vivent à l'aide de travaux précaires.

Après le coup d'Etat, expliquait un architecte, les capitaux américains se sont empressés d'investir au Chili car le régime leur plaisait : le crédit était roi. Mais le boom s'est achevé dans les années 1980-1981. Et pendant qu'il parlait, la caméra s'attardait longuement sur des rues entières, désertes, où s'étalent des maisons neuves qui ne trouvent pas d'acheteurs (alors que des milliers de Chiliens vivent dans des bidonvilles).

Et aujourd'hui, l'économie chilienne, ruinée, connaît l'un des plus forts « taux de décroissance » du monde.

Les couches moyennes, qui s'étaient mobilisées en faveur de Pinochet ont vu, elles aussi, leur niveau de vie diminuer, et beaucoup d'entre elles commencent à vouloir se débarrasser du dictateur.

Même chose du côté de la bourgeoisie et du patronat, touchés par les faillites et les banqueroutes. Le film montrait ainsi Orlando Saenz, l'ancien patron des patrons chilien, qui expliquait que, s'il avait connu à l'avance les résultats de la politique menée, il ne l'aurait pas soutenue, mais aurait aidé Allende. Cet exfanatique de Pinochet, qui haranguait les Chiliens à la télévision il y a dix ans, se désolidarise donc aujourd'hui du régime.

Pinochet semble faire l'unanimité contre lui. L'Eglise aussi y va de son petit couplet même si, comme l'explique le cardinal Silva Henriquez, elle répond aux invitations du régime et ne rompt pas avec lui.

L'opposition reprend des forces. Des manifestations, des grèves, éclatent, de plus en plus violentes. Les jeunes reprennent le flambeau aux cris de : **« Somoza est parti, c'est le tour de Pinochet ».**

Alors les jours du régime de Pinochet sont peut-être comptés. Mais tout le problème alors est de savoir par qui il serait remplacé. Si ce sont les mêmes politiciens, ceux de droite, les déçus de la dictature, ou ceux de gauche, les mêmes qui, il y a dix ans, refusaient de s'attaquer à la bourgeoisie et à son Etat et qui conduisirent la classe ouvrière à la défaite, eh bien, dans les deux cas, l'armée des Pinochet quitterait peut-être le devant de la scène, mais elle ne serait pas mise hors d'état de nuire. Elle serait de nouveau en réserve et, pour la population, ce ne serait peut-être que partie remise.

Joëlle GERARD

Sélection TELE

Samedi 10 septembre

A2. 20 h 35. Paris au bord des lèvres. Une évocation du Paris d'hier (1900-1968) à l'aide d'extraits de films, de bandes d'actualités et de chansons de Mistinguett, Maurice Chevalier, Charles Trenet, Gréco, Yves Montand et beaucoup d'autres.
FR3. 20 h 35. Les dossiers noirs : le mystère Kennedy. 1. Un certain Lee Harvey Oswald. Première d'une série de trois émissions sur l'enquête sur l'assassinat, en 1963, de J.F. Kennedy, président des Etats-Unis.

Dimanche 11 septembre

TF1. 20 h 35. L'affaire Thomas Crown avec Steve Mc Queen et Faye Dunaway. Un milliardaire, dont la passion est le cambriolage des banques, réussit un coup sensationnel en s'attaquant à l'une des plus grandes banques de New York. La police est sur les dents et le cambrioleur insaisissable...
A2. 20 h 35. Un pays, une musique : l'Amérique latine. Quatrième émission sur le Brésil, consacrée cette semaine au carnaval de Rio qui nous permettra d'écouter et de voir danser des sambas, mais aussi d'entendre des chanteurs de rue, des joueurs de barimbau, etc.
A2. 21 h 25. Paris-Paris ou le temps d'une génération. 2. La réalité (1945-1958). Cette deuxième partie évoque la vie intellectuelle et artistique des dix années qui suivirent la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

A2. 22 h 30. La grande parade du jazz. Jean-Christophe Averty consacre son émission cette semaine au New York Jazz Repertory.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit. Cycle Charles Vanel : Les affaires sont les affaires. Dans ce film datant de 1942, Charles Vanel compose le personnage de Isidore Lechat, ancien boutiquier devenu un riche homme d'affaire à qui rien ni personne ne résiste.

Lundi 12 septembre

TF1. 20 h 35. Film **La captive aux yeux clairs** avec Kirk Douglas. Western. La rencontre de deux trappeurs. Au travers de la vie qu'ils mènent et des dangers qu'ils affrontent va naître et se nouer une amitié profonde.
A2. 20 h 35. Les Indes galantes. Un opéra-ballet sur une musique de Rameau. Joué pour la première fois à Versailles en 1735, c'était un divertissement baroque conçu selon Rameau « **pour divertir les yeux, les oreilles et l'esprit** ».
FR3. 20 h 35. Je vous aime. Un film de Claude Berri, avec Catherine Deneuve et Jean-Louis Trintignant. Le désarroi des hommes à l'égard d'une femme qui a choisi de vivre libre et indépendante.

Mardi 13 septembre

A2. 20 h 40. Les lumières de la ville de Charles Chaplin. Le dernier film muet de Chaplin et le plus romantique. Un pauvre vagabond tombe amoureux d'une jeune fleuriste aveugle. Un excellent film.
FR3. 20 h 35. Avoir 20 ans dans les Aurès. La sale guerre d'Algérie : comment un groupe de jeunes appelés pacifistes ou insoumis pris en main par un officier, ancien d'Indochine, sont pris dans l'engrenage de la guerre, tuent et torturent à leur tour. Mais tous n'acceptent pas.

Mercredi 14 septembre

FR3. 20 h 35. La ville en face : les immigrés sont-ils toxiques ? Un reportage sur Dreux, où au premier tour des élections municipales du 4 septembre, la liste présentée par l'extrême-droite a atteint 16,72 %. Des interviews des principaux représentants politiques à Dreux. Mais aussi des habitants de la ville.

Jeudi 15 septembre

FR3. Ciné-passion. Fellini Roma. Rome d'après Fellini et surtout une réflexion sur l'époque de Mussolini, la sexualité, la religion et le monde moderne.
TF1. 22 h 20. Caméra festival. La peste à Marseille. Au XVIII[e] siècle, Marseille, premier port de la Méditerranée, est frappée par la peste. Ce film est la chronique reconstituée au fil des jours de la progression du fléau.

Vendredi 16 septembre

A2. 20 h 35. L'homme de la nuit. Deuxième épisode d'un feuilleton réalisé d'après le roman de Gaston Leroux. Une intrigue policière pleine de mystère, de rebondissements, de cadavres et de revenants.
A2. 22 h 55. Ciné-club. Aventure en Birmanie. En pleine guerre contre le Japon qui fait rage en Birmanie, le capitaine Nelson (Errol Flynn) reçoit pour mission d'anéantir une station de radar ennemie. Sorti en 1945, ce film glorifie la grande Amérique triomphant de ses ennemis.

LIVRES

« La femme et les médecins »

d'Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet

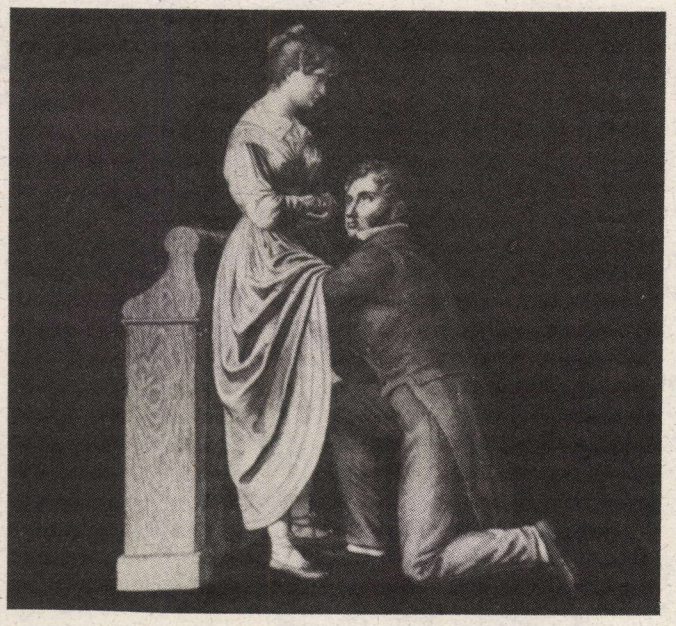
Les deux universitaires féministes auteurs de l'ouvrage ont voulu montrer, disent-elles, comment la domination des hommes dans la société a amené les médecins à porter un « *regard masculin* » sur les femmes.

Pour démontrer cela, elles ont épluché les traités médicaux, les déclarations de médecins, de philosophes, de religieux, de personnalités scientifiques ou autres, et aussi dépouillé les conseils de morale, les manuels d'hygiène, d'éducation sexuelle, les livres d'enseignement des écoles d'infirmières, etc.

Vu qu'elles ont surtout examiné l'histoire au travers des livres, on se demande maintes fois quel est le rapport entre cette compilation et la vie réelle.

De chapitre en chapitre, on suit bien, siècle après siècle, l'évolution des conceptions sur les soins à apporter aux femmes, sur les techniques d'accouchement, etc. Mais ce que l'on suit moins bien, c'est leur démonstration. Car si elles ne perdent pas une occasion de dénoncer les préjugés envers les femmes, on ne trouve guère d'explication de l'apparition de ces préjugés. On a surtout l'impression que les auteurs se contentent de glisser au milieu d'une masse d'informations quelques phrases à la mode féministe, exprimées bien souvent de façon pédante. Et sur le fond, c'est de la même manière que les auteurs expriment leur inquiétude devant « *la médicalisation de l'accouchement* » ou celle de l'avortement, qui traduiraient selon elles « *le regard masculin* » des médecins.

« *L'irrationnel pervertit la pensée d'hommes intelligents et cultivés* », écrivent les auteurs qui entendent pourchasser les « stéréotypes masculins ». Elles en donnent certes parfois des exemples édifiants. Mais pourquoi, comment, ces hommes médecins dont elles nous fournissent des exemples au travers des siècles ont-ils des préjugés à l'égard de la femme ? Les auteurs semblent y voir surtout le résultat d'une sorte de méchanceté éternelle du sexe masculin, bien plus que le résultat tout simplement de préjugés créés et développés par la société elle-même et qui n'épargnent évidemment pas le corps médical. Elles s'acharnent à démontrer que la femme serait victime en quelque sorte d'une « médecine du mâle », sans discerner toujours le fait que la médecine est... la médecine, et que la situation d'opprimée faite à la femme dans la société en est indépendante.



Voilà un livre qui fait conclure que, si le stéréotype masculin existe bel et bien, le stéréotype féministe se porte bien lui aussi.

Nelly MEYER

La femme et les médecins, *de Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet. Ed. Hachette. 85 F.*

« L'enfant pain »

d'Augustin Gomez-Arcos

Ce roman de Gomez-Arcos décrit la vie d'un village d'Andalousie au lendemain de la victoire franquiste. Vu par les yeux et à travers les souvenirs d'un enfant, l'auteur nous fait mesurer quel fut le prix de la défaite pour tous ceux qui s'engagèrent dans le camp des « rouges ». Pour eux, la paix franquiste fut synonyme de vengeance et de soumission.

L'enfant fait partie d'une famille de républicains. Mais, avec la victoire du franquisme, un nouvel ordre se met en place au village, qui fait sentir aux vaincus qu'ils n'ont plus qu'à accepter.

Les hommes doivent s'engager comme ouvriers agricoles pour un salaire de misère. Le frère et la sœur, libérés de prison, reviennent marqués à jamais, tandis que les nouvelles du frère aîné qui attend son procès ne sont pas bonnes. Et l'enfant vit tous ces malheurs sans toujours bien comprendre ce qui se passe autour de lui, se raccrochant à ses souvenirs des jours heureux. Mais finalement grâce à la volonté de ne pas accepter l'humiliation et les compromissions, l'espoir renaît dans cette famille.

Un livre attachant.

L'enfant pain, *de Augustin Gomez-Arcos. Ed. Seuil, 69 F.*

« Trotsky se fait la paire » de Richard Hoyt

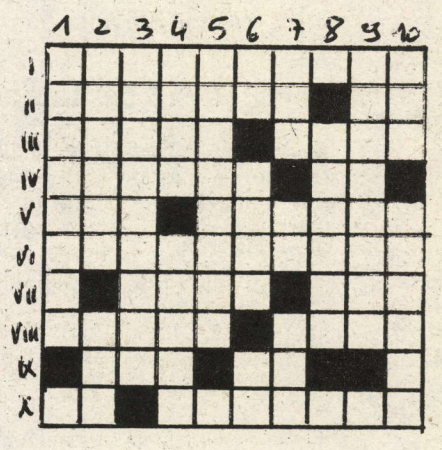
Des gens qui se prennent pour Jésus-Christ ou Napoléon, il paraît que les asiles en sont pleins. Mais pour se prendre pour Trotsky, il faut sans doute être un original, surtout lorsque l'on est candidat favori à la Maison-Blanche et de surcroît agent du KGB. C'est pourtant sur la piste d'un tel phénomène que sont les agents de la CIA, à la veille des élections présidentielles américaines.

Cette référence à Trotsky au moyen de quelques détails biographiques assemblés à la diable, plutôt inattendue, il faut le dire, dans cette « série noire », ne suffit pas à donner de l'intérêt à un roman d'espionnage bien quelconque par ailleurs.

V.G.

Trotsky se fait la paire, *de Richard Hoyt. Ed. Gallimard. Série noire.*

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Ce ne sont pas elles qui vous défrisent. II. Soumises à une intervention. Tête de cuivre. III. Peuvent être porteuses de bidons polluants. Rivière. IV. Pleines de piquants. Négation. V. Par chance, le dernier ne fut pas pourri. Ce ne sont que des histoires. VI. D'un ordre hospitalier... et quelque peu militariste. VII. Des bruits qui courent. Canton suisse. VIII. Permet à la baleine de prendre l'air. Grandes ouvertes. IX. Se lança. Berné. X. Personnel. Prénom féminin... suivant bien souvent une interdiction.

VERTICALEMENT. — 1. Se met en cornet quand elle est surprise. 2. Manière. Peut se faire au vent ou à voile. 3. Ne peuvent être accusées de témérité. 4. Colères passées. Relatif à la tonalité. 5. Causeront du tort. 6. Article. Unique, il est fréquent. Préposition. 7. Cru. Adverbe. Avalée. 8. N'a pas son semblable. 9. Graphie expressive. 10. Connue. De quoi vous secouer.

Solution du n° précédent

FILMS

« La java des ombres »

De Romain Goupil

La java des ombres est le deuxième film de Romain Goupil. Sa première réalisation, *Mourir à trente ans,* décrivait les désillusions d'un militant de la Ligue Communiste Révolutionnaire dans les années qui suivirent 1968.

Dans son second film, Romain Goupil met en scène un ancien gauchiste, Xavier, reconverti semble-t-il dans les casses et le trafic d'armes, et qui vient de faire sept ans de prison. A peine sorti, il se met en chasse pour venger un de ses anciens camarades assassiné par l'extrême-droite, et ne tarde pas à découvrir le tueur, qui poursuit ses activités sous la couverture d'une société de gardiennage, la main dans la main avec une partie de la police.

Sur ce, vient se greffer une guerre où des policiers de « l'après-10 mai » sont eux aussi en chasse contre l'extrême-droite et ses appuis dans la police. A son insu, Xavier est utilisé dans cette sourde et sombre bataille des ombres.

Tout cela, il vaut mieux le savoir à l'avance, car on a bien du mal à saisir le fil de ce mauvais film policier, où des acteurs médiocres et quelques répliques humoristiques ne parviennent pas à surnager dans le flot d'hémoglobine.

Quant au côté politique du film, il est encore plus navrant. On assiste à une lutte absolument sans espoir de prétendus gauchistes tombés dans la délinquance ou la drogue, contre une extrême-droite bien organisée, infiltrée partout et apparemment invincible. Des gentils d'un côté, des méchants de l'autre, mais hélas les uns ne valent pas mieux que les autres.

Avec sa nouvelle guerre des polices, Romain Goupil veut-il montrer qu'une police de gauche serait inefficace ? En tout cas, les « flics de gauche » qu'il nous montre sont particulièrement ridicules, chevelus, vieux, gros et incapables.

Mais qui dit qu'une police, même sous un gouvernement de gauche, a pour fonction essentielle de traquer les fascistes ?

Bref, l'objectif politique — s'il y en a un — de Romain Goupil reste obscur. Son film ne l'est pas moins.

« Chaleur et poussière »

de James Ivory

Ce film est tiré d'un roman de Ruth Preawer Jhabvala. Il nous montre deux portraits de femmes, à deux époques différentes.

Olivia, tout d'abord, est la femme d'un collecteur d'impôts dans l'Inde colonisée des années 1920. Elle vit, entourée de serviteurs, dans le ghetto doré réservé aux Anglais, réduite à la seule compagnie des Mensahibs — femmes de fonctionnaires anglais. Elle va faire scandale en ayant une liaison avec le nawab, prince plus ou moins brigand qui mène dans son palais une vie fastueuse.

Le deuxième portrait est celui d'Ann, la petite-nièce d'Olivia. Elle vient enquêter sur la vie de son aïeule, dans les années 1980. Les deux récits, celui du présent et celui du passé, s'imbriquent ainsi l'un dans l'autre pour évoquer l'Inde d'aujourd'hui et l'Inde d'hier.

Il y a des couleurs, des costumes, des dentelles et les acteurs ne manquent pas de talent, en particulier Julie Christie (Ann) et Greta Scacchi (Olivia).

Mais de beaux décors et de beaux costumes ne suffisent pas à faire un bon film. Tout se passe dans les milieux raffinés des administrateurs et des militaires anglais. Ils ont beau subir la chaleur et les tempêtes de poussière, ils ne nous touchent guère. On a tout de même du mal à partager leurs tourments (!) quand ils font donner la troupe contre la population indienne.

Quant à l'Inde, on en voit finalement qu'une série de clichés et de chromos qui ressemblent plus à une image d'Epinal qu'à une quelconque réalité.

T.R.

« La femme de mon pote »

de Bertrand Blier avec Coluche et Isabelle Huppert

Le thème du ménage à trois a donné bien des sujets de drames et de vaudevilles. Dans *La femme de mon pote*, il ne produit que l'ennui. Coluche, ses charentaises, son Babygro et son bedon n'y peuvent rien.

V.G.

Sélection cinéma

KOYAANISQATSI (LA PROPHETIE).
de Godefrey Reggio.
Des images superbes, fantastiques sur la nature vierge aux USA en contraste avec la civilisation industrielle.
Paramount Odéon 6e. Escurial panorama 13e. Kinopanorama 15e.

CARMEN.
de Carlos Saura.
Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, c'est avant tout un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.

Gaumont les halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint-Germain village 5e (vo). Bretagne 6e (vo). Hautefeuille 5e (vo). Pagode 7e (vo). Gaumont Champs Elysées 8e (vo). Nation 12e. Sept parnassiens 14e (vo). Gaumont Convention 15e. Saint-Charles convention 15e (vo). Clichy Pathé 18e.

VIVEMENT DIMANCHE.
de François Truffaut.
Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.
Gaumont les Halles 1er. Gaumont Richelieu 2e. Studio de la Harpe 5e. Hautefeuille 6e. Pagode 7e. Marignan 8e. Français 9e. Nation 12e. Mistral 14e. Montparnasse Pathé 14e. Olympic entrepôt 14e. PLM Saint-Jacques 14e. Bienvenue 15e. Gaumont Convention 15e. 14 Juillet 15e. Passy 16e. Paramount Maillot 17e. Pathé Clichy 18e.

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.
Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.
Cinoches 6e (vo). Marbeuf 8e (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.
Les manœuvres d'un jeune Irlandais pour s'élever dans l'échelle sociale au XVIIIe siècle. Des images et des musiques magnifiques.
Movies les Halles 1er (vo). Olympic Balzac 8e (vo).

HAIR.
de Milos Forman.
La jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam. Une comédie musicale où, derrière l'humour et la fantaisie, se cache le drame.
Paramount Odéon 6e (vo). Publicis Matignon 8e.

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.
de Sydney Pollack.
Pour survivre, des chômeurs de la crise de 1929, aux USA, participent à un marathon de danse... jusqu'à épuisement.
Action Christine 6e.

PATHER PANCHALI.
de Satyajit Ray.
La chronique d'une famille pauvre au Bengale. Considéré comme un des plus beaux films du cinéma indien.
14 Juillet Parnasse 6e.

ORANGE MÉCANIQUE
de S. Kubrick.
La violence et l'ordre dans les grandes cités déshumanisées d'un futur... déjà parmi nous !
Studio Galande 5e.

COUP DE FOUDRE.
de Diane Kurys.
L'amitié entre deux femmes dans les années 1950.
Gaumont Ambassade 8e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.
Un Noir du désert du Kalahari aux prises avec la prétendue civilisation des Blancs.
Forum Orient Express 1er (vo). Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e.

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.
D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.
Lucernaire 6e.

THE ROSE.
de M. Rydell.
La carrière dramatique d'une chanteuse de rock avec Bette Midler.
7 Parnassiens 14e (vo).

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.
Un comédien se fait passer pour une femme...
UGC Opéra 2e. Marbœuf 8e (vo).

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.
Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra.
Movies les Halles 1er. Panthéon 5e.

LES DAMNÉS.
de Luchino Visconti.
La montée du fascisme en Allemagne à travers l'histoire d'une puissante famille d'industriels.
Opéra Night 2e.

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.
L'opéra de Verdi adapté de *La Dame aux Camélias.*
Vendôme 2e (vo). Monte-Carlo 8e (vo).

LES 400 COUPS.
de François Truffaut.

Un jeune garçon est envoyé en maison de redressement. Un film sensible et émouvant.
Movies les halles 1er. Saint-André des arts 6e. Sept parnassiens 14e.

ISRAËL :

Il y a loin du « redéploiement » à l'évacuation

L'armée israélienne se redéploie au Sud-Liban.

C'est après avoir à peine crié gare, dimanche 4 septembre, que l'armée israélienne a procédé à son « redéploiement » au Liban. En quelques heures, toute la région du Chouf, située entre Saïda et Beyrouth, a été évacuée, soit environ 600 kilomètres carrés du territoire libanais : un territoire montagneux, difficile à tenir, mais aussi quelques points stratégiques, tels que la route Beyrouth-Damas.

En se repliant, les dirigeants israéliens tentent sans doute, entre autres, de contenter une partie de l'opinion israélienne, critique à l'égard de l'engagement au Liban et mécontente des longues durées de service qu'elle entraîne pour tous les Israéliens en âge de porter les armes. Mais de la part de Ytzhak Shamir, le Premier ministre israélien désigné pour succéder à Begin, ce recul répond sans doute aussi à d'autres calculs politiques. Il peut créer notamment un climat favorable à la reconstitution de la coalition gouvernementale en Israel. En outre, si son ministère doit finalement n'être qu'un ministère de transition avant des élections anticipées, il cherchera sans doute à tirer parti de ce retrait sur le plan électoral.

Mais il y a loin de ce redéploiement » à l'évacuation du Liban. Sans doute, les dirigeants israéliens ont laissé entendre que d'autres retraits partiels étaient possibles. Mais dans l'immédiat, les forces israéliennes se sont simplement repliées au sud de la rivière Awali, c'est-à-dire sur une ligne plus facile à défendre que la précédente. Elles tiennent solidement une bande de 45 kilomètres de territoire libanais à partir de leur frontière, représentant ce que les dirigeants israéliens, en déclenchant la guerre du Liban, appelaient leur « zone de sécurité ». Dans cette zone, les milices du trop fameux commandant libanais Saad Haddad, armées et équipées par l'armée israélienne, ont été renforcées, en faisant un véritable protectorat d'Israel.

Bien que les dirigeants d'Israel s'en défendent, c'est à un partage de fait du Liban qu'ils sont en train de procéder, ajoutant le Sud-Liban à d'autres territoires occupés : la Cisjordanie, le Golan et Gaza. Et leur retrait ne préjuge pas de ce qu'ils pourraient faire par la suite.

Si l'armée du président libanais Gemayel parvient à prendre le contrôle de la zone évacuée, les dirigeants israéliens pourront dire qu'ils ont contribué à l'installation au Liban d'un pouvoir politique stable et respecté, pouvoir qui, de toute façon, n'aura pas grand-chose à leur refuser. S'il n'y réussit pas, ils auront démontré que seule la présence israélienne maintenait jusqu'à présent une apparence de paix dans la région. Dès leurs forces évacuées, celle-ci aura de nouveau été livrée aux combats entre chrétiens et Druzes, ces derniers encouragés par la Syrie. C'est démontrer combien la présence israélienne était utile, combien la présence syrienne est néfaste et combien, sans Israel, les Libanais sont incapables de s'entendre. Et le retrait israélien d'aujourd'hui et ses conséquences peuvent ainsi justifier, plus tard, un nouvelle intervention contre les forces syriennes et palestiniennes au nom de la « sécurité d'Israel », voire de la sécurité... du Liban !

Partition du Liban, guerre contre la Syrie, autant d'éventualités qu'un représentant israélien, David Kimshe, a évoquées explicitement. Il a tenu à préciser qu'il ne les souhaitait pas. Mais elles sont pourtant dans la logique de cette loi du plus fort qui reste la seule que connaissent les dirigeants israéliens depuis la fondation de l'Etat.

LIBAN :

De guerre civile en guerre civile

La guerre civile libanaise, qui avait déjà repris à Beyrouth, la semaine dernière, a pris un caractère aigu après l'évacuation, le 4 septembre, des troupes israéliennes du secteur du Chouf. Après que l'armée libanaise se fut mesurée, la semaine dernière, aux milices chiites du mouvement « Amal » au sud de Beyrouth, c'est cette fois entre les milices chrétiennes et les milices druzes de Walid Joumblatt que la guerre bat son plein, dans cette montagne du Chouf qui est le fief traditionnel des Druzes.

En fait, avec des hauts et des bas, la guerre civile libanaise n'a jamais vraiment cessé depuis qu'elle a commencé en 1975. Elle avait alors été déclenchée par le parti phalangiste des Kataeb, qui prit pour cible la gauche libanaise et les Palestiniens. Les « Kataeb » se battaient au nom de la grande bourgeoisie chrétienne du Liban qui sentait son hégémonie traditionnelle menacée par la poussée de la gauche et par la présence des Palestiniens.

Depuis, les interventions étrangères se sont succédé. Les Phalanges chrétiennes ont reçu l'aide militaire d'Israël. En 1976, la Syrie est intervenue pour empêcher une victoire de la gauche et des Palestiniens. Puis elle s'est employée à mettre ces deux forces sous son contrôle plutôt qu'à les anéantir. Ne souhaitant pas non plus voir la droite chrétienne pousser trop loin son avantage politique, la Syrie a cherché à geler la situation et à maintenir un équilibre des forces qui lui permettait de s'imposer comme arbitre.

De son côté, Israël est intervenu : d'abord, en 1978, en créant au Sud-Liban une bande le long de la frontière où règne son protégé Saad Haddad ; puis, en 1982, par la guerre meurtrière qui a mené son armée jusqu'à Beyrouth, chassant les Palestiniens et débouchant sur les massacres de Sabra et Chatila. Israël a alors fait cadeau à la droite chrétienne de la victoire politique que la Syrie lui avait refusée : c'est Bechir Gemayel, puis Amine Gemayel, qui ont été élus présidents de la République libanaise, sous la protection des chars israéliens.

En septembre 1982, les troupes américano-franco-italiennes de la « Force multinationale d'interposition », sous couvert de venir rétablir la paix, sont en fait venues à la rescousse de ce projet d'Israël. En effet, elles étaient censées venir appuyer le « gouvernement légal du Liban », c'est-à-dire... Amine Gemayel. L'armée libanaise a été reconstituée avec l'aide et l'argent des USA et de la France. Au sein de celle-ci, ce sont les officiers chrétiens qui dominent, liés au parti phalangiste de Gemayel. La « pacification » de Beyrouth, à laquelle a procédé l'armée, devait en principe faire rendre les armes à toutes les milices pour ne laisser subsister que l'armée régulière. En fait, les milices chrétiennes de Beyrouth-est et de la montagne chrétienne, au nord de Beyrouth, n'ont pas été touchées, tandis que tous les efforts de l'armée libanaise étaient dirigés contre les milices de gauche et les Palestiniens.

Amine Gemayel, lors de son élection, avait pu s'appuyer sur une apparence d'unité nationale, recevant l'appui des dirigeants des communautés musulmanes sunnite et chiite, et même, dans une certaine mesure, du chef de la gauche libanaise, Walid Joumblatt, qui est aussi le chef de la communauté druze. Cette fiction d'unité nationale a aujourd'hui volé en éclats, toutes ces communautés s'opposant à l'hégémonie de la droite chrétienne que Gemayel cherche à imposer. Des opposants à Gemayel reçoivent et recherchent l'aide militaire de la Syrie, toujours présente dans le nord et l'est du pays, et qui cherche à se servir d'eux pour démontrer la nécessité de dialoguer avec elle pour tout règlement de la situation libanaise, voire même pour un règlement global au Moyen-Orient.

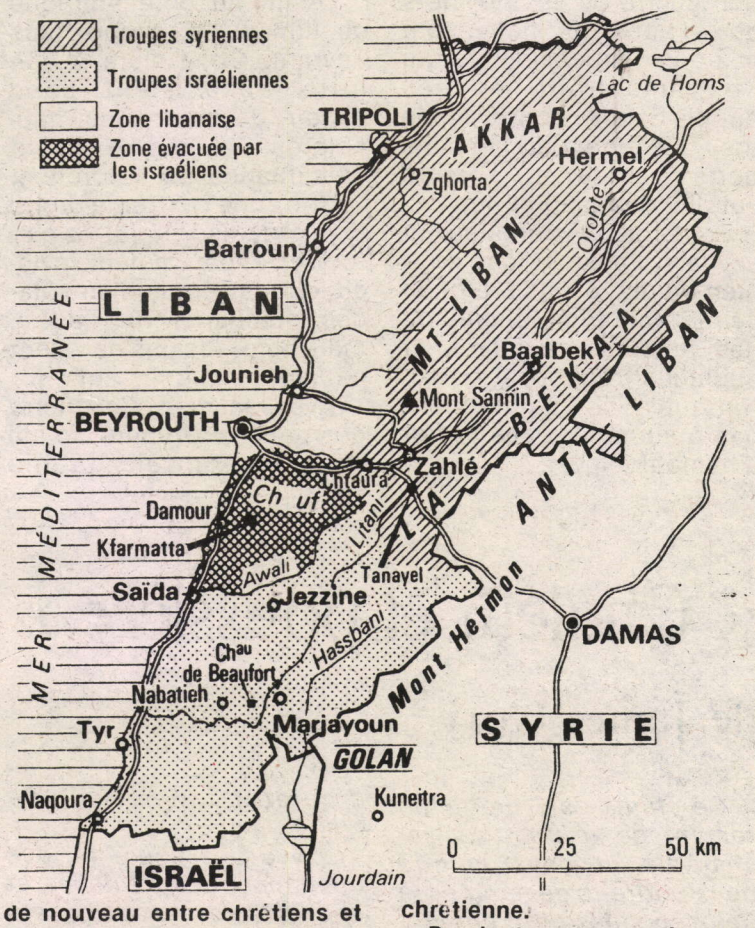
Enfin, pour ajouter à cet écheveau de contradictions, l'alliance n'est pas parfaite, loin de là, entre Gemayel et les dirigeants israéliens. Trouvant l'alliance israélienne un peu trop encombrante, celui-ci a voulu maintenir une relative indépendance en recherchant plutôt le soutien des USA et de la France pour reconstituer son armée et son Etat et obtenir le départ complet des Syriens et des Israéliens. Les dirigeants israéliens ont alors été jusqu'à aider les miliciens druzes du Chouf à tenir face aux miliciens chrétiens qui tentaient de prendre le contrôle de la région : c'était une façon de démontrer aux chrétiens que, s'ils ne choisissaient pas l'alliance complète avec Israël, celui-ci alors pouvait très bien ne plus appuyer l'hégémonie chrétienne sur le Liban.

En se retirant de la montagne du Chouf, les troupes israéliennes laissent donc derrière elles une situation empoisonnée. La guerre civile éclate de nouveau entre chrétiens et Druzes. Le gouvernement d'Amine Gemayel hésite jusqu'à présent à engager l'armée, préférant laisser agir les milices chrétiennes. Il craint en effet que l'armée n'éclate, car si son encadrement est essentiellement chrétien, il n'est pas dit que la troupe, en partie musulmane et druze, suive. Enfin, tenir la montagne n'est pas facile, et il n'est pas dit que l'armée libanaise puisse gagner cette bataille de la montagne contre les miliciens druzes.

Ainsi, après le redéploiement de l'armée israélienne, la fragile tentative de reconstitution d'un Etat libanais est peut-être en train de voler en éclats. Les dirigeants israéliens ne sont peut-être pas fâchés de démontrer ainsi à Amine Gemayel que, sans Israël, il ne peut accéder à cette victoire politique que recherche depuis 1975 la droite chrétienne.

Pendant ce temps, les protecteurs américain et français d'Amine Gemayel sont placés devant la situation où, pour assurer l'autorité de celui-ci coûte que coûte, ils seront peut-être amenés à engager de plus en plus leurs propres troupes, dans un conflit dont on ne sait trop quand ni comment il pourra se résoudre.

La logique de cette situation de guerre civile qui, jusqu'à présent, n'a pas fait de véritables vainqueur et vaincu est qu'elle éclate de nouveau périodiquement, du fait des tentatives des parties d'instaurer leur hégémonie, en s'appuyant sur les diverses armées étrangères, et que, entre ces périodes de reprise de la guerre civile, le Liban s'installe dans une partition de fait entre le « réduit chrétien », le sud occupé par Israël, le nord et l'est occupés par la Syrie.



Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.